

MASSES

JUIN 1934

Mensuel N° 18

ABONNEMENTS

	France	Etranger
10 Numéros	9 fr.	13 fr.
20 Numéros	18 fr.	26 fr.

Le Numéro: **UN Franc**

SPORT-POLICE

GRAVURE DE HUYBRECHT.

LETTRE DE J. DORIoT A L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

LE CONGRES DU PARTI SOCIALISTE, PAR TROIS MILITANTS.

DEUX ETAPES DE LA TRAHISON PETITE-BOURGEOISE.

LES DUPERIES DU PLAN MARQUET.

PSYCHOLOGIE DU FASCISME : REGRESSION SOCIALE ET VOYOUCRATIE.

UNE CONCEPTION REACTIONNAIRE DE LA REVOLUTION.

L'ORIGINE DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIETE PRIVEE.

JULES VALLES, REDACTEUR AU « CRI DU PEUPLE ».

L'ECRIVAIN PROLETARIEN DE-VANT L'ART D'ECRIRE.

PRIX DU DISQUE ET DISQUES DE PRIX. — LES EXPOSITIONS.

DES MONTS CELESTES AUX SABLES ROUGES.

Réponse de A. ROSSI
à notre enquête sur :



DICTATURE PROLETARIENNE ET DEMOCRATIE

DICTATURE PROLÉTARIENNE ET DEMOCRATIE

par A. ROSSI

1° La dictature du prolétariat, vous semble-t-elle incompatible avec l'existence d'une Démocratie effective ?

2° Quels sont les moyens qui vous paraissent propres à garantir réellement au prolétariat et à l'ensemble du peuple travailleur, le contrôle et la direction des affaires. Dans quelle mesure le système du parti unique vous paraît-il répondre à ce but ? Dans quelle mesure les soviets peuvent-ils en assurer la réalisation.

3° Comment doit s'effectuer selon vous l'éducation politique, l'affranchissement idéologique, le perfectionnement humain et moral de la masse sous la dictature du prolétariat ?

Un débat sur la dictature prolétarienne et sur la démocratie ne peut s'établir utilement, à mon avis, qu'en partant de la conception de la vie et de la société qui doit nous guider dans la marche au socialisme. Les déformations que l'idée de la dictature prolétarienne a subies dans la pratique bolchévique se ramènent à une conception de la société socialiste qui est restée, malgré tout, scholastique. On imagine un certain schéma de société « socialiste » (pouvoir fortement centralisé, industrialisation poussée à l'extrême limite et entraînant dans son tourbillon le « secteur rural », avance sur l'industrie légère, etc.) que la révolution prolétarienne devra réaliser. Ce schéma (celui-là ou un autre éventuel) fournit à la révolution son contenu, c'est le BUT auquel tout doit être subordonné comme MOYEN. Si vous demandez où en est le socialisme en U.R.S.S., on vous répondra que le « secteur collectivisé » a atteint X pour cent, et que le « secteur privé » en est réduit à Y pour cent ; on prend presque comme unité de mesure de la nouvelle société la tonne produite dans les usines d'Etat.

En somme, les « valeurs » qui caractérisent cette société « socialiste » sont surtout extérieures à l'homme, dans le sens qu'elles se placent comme des buts autonomes s'assujettissant l'homme en tant que moyen aussi bien sur le plan individuel que sur le plan collectif. Peu à peu il se produit une vraie inversion : une certaine mécanique sociale, qu'on considère comme la quintessence du socialisme, remplace cette « association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » ; que déjà le MANIFESTE indiquait comme l'aboutissant de la révolution prolétarienne.

Selon la conception marxiste, c'est-à-dire dialectique, la révolution n'est pas la réalisation d'un plan donné et préétabli dans tous ses détails d'une nouvelle organisation sociale. Elle est surtout un corps à corps engagé par la classe opprimée par excellence, le prolétariat, contre les forces brutes de l'évolution économique pour les maîtriser et se les subordonner. Et le caractère dialectique de cette lutte est dans ce fait qu'en modifiant les choses, les prolétaires se modifient eux-mêmes, et la révolution est précisément et surtout dans cette double modification. « DANS L'ACTIVITE REVOLUTIONNAIRE, comme Marx l'a admirablement dit, COINCIDENT ET VIENNENT A SE FONDRE LE CHANGEMENT DE SOI-MEME ET LE CHANGEMENT DES CIRCONSTANCES ». Et si l'on devait établir une échelle des valeurs, c'est le changement de soi-même qui, « en dernière instance », est décisif et qui mesure le progrès de la révolution. Le changement des choses, des « circonstances » n'est finalement que le moyen pour la création d'une société nouvelle. « Buts » et « moyens » sont dialectiquement liés entre eux (et c'est cela qui oppose le marxisme à toutes les métaphysiques), mais tout progrès réalisé dans les choses n'est que la condition nécessaire pour éliminer des entraves au développement humain, et pour lui offrir des possibilités et des ressources dont il ne disposait pas auparavant. La révolution est l'enrichissement continu de l'homme, non pas en fonction d'une « idée » platonicienne de l'homme, dont il s'agirait de multiplier les copies sur terre, mais par cette double transformation de nous-mêmes et des choses, que chaque génération poussera plus loin. Dans ce sens, la révolution est véritablement PERMANENTE.

Ainsi l'idée que le socialisme consiste dans l'abolition de la propriété privée, du profit, des entraves capitalistes à la production, etc., est unilatérale et, donc, fautive. Ce qui importe

au socialisme est autant la suppression de la propriété privée que la lutte active et consciente que les masses font pour arriver à cette suppression, et c'est par cette lutte qu'elles traduisent, généralisent et enracinent la nouvelle conception de la vie, dont la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange a rendu possible l'essor.

Déjà, au sein de la société bourgeoise la démocratie a pour le mouvement ouvrier cette signification, cette valeur dynamique. Marx et Engels ont maintes fois insisté sur la nécessité de conquérir et de défendre les libertés démocratiques, parce qu'elles créent le « terrain de lutte » sur lequel le prolétariat peut mieux s'organiser et se battre. Les notions de lutte, de combat, d'autonomie de la classe ouvrière sont étroitement associées à celle de démocratie dans la période pré-révolutionnaire ; elles continuent à l'être, sur un nouveau plan, une fois le pouvoir conquis. Marx et Engels parlent d'un certain degré de démocratie indispensable pour le déploiement de l'action ouvrière et socialiste dans la société actuelle ; ce même problème d'« atmosphère » se pose pour l'Etat de la Révolution.

Disons même que la « démocratie » est encore plus indispensable quand la classe ouvrière a pris le pouvoir. Auparavant, un certain nombre de problèmes étaient résolus, bien ou mal, par la bourgeoisie, qui avait la responsabilité du pouvoir et de la gestion sociale. Et cette bourgeoisie pouvait se passer, dans certaines limites, d'esprit d'initiative, puisqu'elle avait à sa disposition l'ensemble des rouages économiques et politiques doués d'un certain automatisme, continuant à fonctionner grâce à la force d'inertie. Mais avec l'avènement révolutionnaire, cet automatisme cesse en partie, peut même cesser entièrement, et les rouages se détachent. Tous les problèmes se posent en même temps et exigent des solutions nouvelles. La Révolution ne peut se sauver et se consolider que grâce au déploiement d'un effort créateur presque illimité, exigeant le concours de toutes les forces populaires qui, sous le régime précédent ne participaient que faiblement à la vie collective. Il est absolument impossible de fixer à l'avance les étapes par lesquelles la Révolution doit passer : son histoire se présente comme un torrent impétueux qui rencontre à chaque instant des obstacles inattendus, et qui doit en même temps creuser son lit et assurer la distribution des eaux sur un sol crevassé et brûlant.

Pour cette tâche immense, il faut que toutes les énergies individuelles et collectives soient déchaînées et mobilisées, que tous les ressorts soient tendus à l'extrême, que le potentiel de l'initiative révolutionnaire soit porté au plus haut degré. La « dictature du prolétariat » réalise les principes et les conditions de cette énergie. La « dictature du prolétariat » est l'organisation de la démocratie au service de la Révolution.

Quelles sont les formes d'organisation que devra prendre le nouveau pouvoir pour « garantir réellement au prolétariat et à l'ensemble du peuple travailleur le contrôle et la direction des affaires » ?

Je ne crois pas qu'on puisse répondre à cette question par un « plan » de constitution du nouvel Etat. Non pas que les questions constitutionnelles (suffrage universel ou limité, direct ou à plusieurs degrés ; base territoriale ou par lieu de travail ; vote secret ou public ; division ou unification des « pouvoirs » ; centralisme ou fédéralisme et autonomies locales ; rôle des syndicats et des conseils d'usine, etc.) soient sans importance. Loin de là. Mais elles ne peuvent être résolues que par rapport à un pays donné, et aux nécessités et aux possibilités de la Révolution dans ce pays. On pourrait aujourd'hui discuter d'une « réforme constitutionnelle » pour l'U.R.S.S., mais non dresser un statut-type valable pour n'importe quel Etat issu d'une révolution sociale.

Nous ne pouvons qu'indiquer certaines directives générales, dont l'application doit se faire sous l'angle de l'EMPIRISME REVOLUTIONNAIRE. Je crois qu'on peut affirmer que la structure du nouvel Etat doit être « soviétique », c'est-à-dire une République des Conseils des Travailleurs, de la base jusqu'au sommet. Cela ne préjuge point a priori le mot d'ordre éventuel d'une Assemblée constituante, ni même la création, à côté du réseau des Conseils, d'un organe élu à suffrage universel. Que seront-ils, ces Conseils, ces « Soviets » ? Rien ne

dit qu'ils doivent naître, se recruter et fonctionner comme dans la Russie de 1917-1918. Les formes de l'auto-gouvernement des masses populaires seront différentes pour chaque pays, suivant les mœurs politiques, les traditions révolutionnaires, etc. Dans l'Italie de 1919-1920, la forme spontanée et générale des « Soviets » se trouvait dans les « Camere del Lavoro » (1). En France, ce seraient peut-être les « Communes » qui joueraient le rôle des « Soviets » russes. Et en Angleterre il n'est pas exclu que le Parlement lui-même puisse, autrement recruté, devenir l'organe adéquat du nouveau pouvoir.

L'important, ce n'est pas que les « Conseils » prennent telle ou telle forme, aient telle ou telle structure, c'est QU'ILS VIVENT, QU'ILS FONCTIONNENT. Tout le reste est secondaire. Si ces organes restent en liaison étroite avec les masses populaires, font vraiment participer celles-ci à la vie collective et font faire à chaque travailleur son apprentissage de dirigeant de l'Etat, tous les détails d'organisation passent au deuxième plan. En Russie, théoriquement, l'Etat s'appuie sur le Parti, les Soviets, les Syndicats, les Conseils d'usine. Au fond, il ne s'agit pas tant de trouver de nouveaux organes que de faire fonctionner ceux qui existent. Aujourd'hui ces organes ne sont pas en U.R.S.S. des formes de l'auto-gouvernement des masses, mais des « moyens » par lesquels on gouverne les masses, on agit sur elles. Du point de vue « soviétique », il est certain qu'il n'existe en U.R.S.S. ni Parti com-

(1) Littéralement « Bourses du Travail », mais les « Camere del Lavoro » italiennes n'avaient presque rien de commun avec les « Bourses du Travail » françaises : elles étaient l'embryon d'un Soviet à base territoriale et locale.

DOCUMENTS

Lettre de J. Doriot à l'Internationale Communiste

Extraits de la lettre de J. D.
Emancipation 4, rue Suger, Saint-Denis

Dans un document que nous joignons en annexe nous montrons à quelles conditions la situation peut être normalisée et permettre l'examen objectif du problème de l'unité d'action. Voici le résumé de ces conditions :

1° Rectification de toutes les informations fausses parues dans la presse officielle du parti.

2° Ouverture de la discussion dans tout le parti en vue de préparer la conférence nationale reculée en automne ;

3° Reconnaissance publique des fautes commises : a) dans la tactique du front unique ; b) du 6 au 12 février ; c) à l'égard du rayon de Saint-Denis.

Si la direction du parti accepte ces conditions, il est possible de normaliser très rapidement la situation du parti. La lutte que nous avons dû engager publiquement nous a été imposée par la violation des règles élémentaires du centralisme démocratique qui conditionne l'existence même du parti. Pour que la lutte publique cesse, il suffit très simplement de rétablir un régime normal à l'intérieur du parti. Mais tant que ce régime normal n'est pas rétabli, tant que les membres du parti n'ont pas le droit de discuter librement les propositions qui leur sont faites, tant que ces propositions sont déformées, tant que la direction monopolise toutes les tribunes extérieures au parti, tant qu'elle expose à sa guise le point de vue de ceux qu'elle combat, il n'est pas possible d'accepter les propositions qui sont faites.

L'expérience du 6 au 12 a démontré péremptoirement que la direction du parti était incapable d'agir révolutionnairement et victorieusement contre le fascisme parce que sa tactique sectaire l'empêchait de réaliser dès le premier dan-

muniste, ni Soviets, ni Syndicats, ni Conseils d'usines, aucun de ces organes n'ayant le droit ou la possibilité de déterminer, par une poussée venant de l'intérieur, les directives, la « ligne générale » de l'Etat ouvrier. Les pouvoirs centraux peuvent tenir compte, bien entendu, des réactions qui arrivent parfois à se faire jour au sein des différents organismes, mais entre ces réactions et les décisions des pouvoirs centraux il n'y a aucun lien direct.

L'expérience russe, la seule dont nous disposons, permet, à mon avis, de tirer en tout cas quelques conclusions, que je résumerai ainsi :

1° Il faut éviter dans le régime de la nouvelle démocratie toute étatisation des syndicats. Cette étatisation, quelles que soient les justifications dont elle s'inspire, amène inévitablement la mort du syndicat en tant qu'organe « soviétique » ;

2° Les Conseils d'usines doivent rester, avec les Syndicats (dont ils pourraient peut-être constituer la base organique), les institutions par lesquelles s'opère la transformation de l'ouvrier de salarié en producteur ;

3° Le système du parti unique finit par user tous les rouages de la démocratie révolutionnaire. Faut-il laisser pleine liberté aux formations politiques quelles qu'elles soient ? J'avoue que je garde des doutes à ce sujet, puisque beaucoup dépendent aussi des situations concrètes, et que le salut de la Révolution reste « Suprema lex ». Mais un régime qui gagne vraiment les masses et garde avec elles la plus étroite liaison peut se permettre de laisser fonctionner, sous certaines conditions, les partis, et en tout cas les partis qui représentent des classes sociales (ouvriers, paysans, classes moyennes, etc.) ralliées au nouveau régime.

A. ROSSI.

de l'Internationale communiste. Je suis persuadé que cette consultation large et profonde du mouvement ouvrier français modifierait beaucoup les jugements dogmatiques qui sont portés sur notre mouvement dans de nombreuses résolutions du parti adoptées en accord avec vous.

Il faut se rendre compte que la grande crise économique et sociale que traverse le pays pourrait amener chaque jour à l'œuvre révolutionnaire des matériaux nouveaux si la direction de notre parti n'avait pas des cillères et un jugement étroit sur les événements actuels.

C'est seulement par ce procédé beaucoup plus fructueux que le voyage d'un ou de deux dirigeants du parti auprès de vous que vous pourriez dégager de grandes directives pour le travail révolutionnaire dans notre pays. Je suis persuadé que si vous y consentez, la situation intérieure de notre parti vous apparaîtrait sous un tout autre jour. Vous ne classeriez plus alors les militants du parti français en fidèles soldats de l'Internationale Communiste ou en fonctionnaires déshabillés par un trop long stage dans vos rangs. Au contraire, vous comprendriez que l'expérience acquise au service du parti et de l'Internationale ne se traduit pas obligatoirement par le vote unanime et sans réserves des résolutions que vous nous envoyez.

...Ce qui compte seul, c'est l'avenir des masses travailleuses de ce pays. C'est pourquoi, certains d'être en contact avec elles, d'en traduire le sentiment profond, les espérances, d'en défendre l'intérêt immédiat contre l'intérêt historique, nous continuerons à livrer le combat pour l'unité d'action, préface au grand rassemblement des forces ouvrières qui changera complètement la physiologie du pays.

Dans l'espoir que nos arguments vous feront revenir sur un jugement que je veux croire prématuré et hâtif, recevez chers Camarades, l'expression de mon salut fraternel et communiste.

Jacques DORIoT.

Le P. S. au Carrefour

La motion politique qui clôtura les débats du congrès socialiste tenu à Toulouse a recueilli 3.600 mandats contre 237. Ce semblant d'unanimité ne doit pas nous cacher les contradictions internes du P.S. qui renaitront, dès qu'il passera de la parole à ce qu'il voudrait être des actes. Le départ des néos ne dota nullement le parti socialiste d'une stabilité révolutionnaire.

La soudaineté et la rapidité de la journée du 6 février démontra l'impuissance du parti démocratique classique de la troisième république qu'est ce parti radical. Par contre le frisson de la peur et l'expérience d'Allemagne aidant, les chefs du parti socialiste se jetèrent sur leur flanc gauche. Ils se laissèrent emporter par leur base ouvrière, et recoururent aussitôt à l'action prolétarienne par l'organisation de la grève générale et la mise en avant d'une politique d'Unité d'action de la classe ouvrière. L'unité du parti socialiste risquait bien d'y périr. Mais à défaut d'être polarisée par une politique révolutionnaire, dont le parti communiste, pourri de servilité et de sectarisme, est devenu incapable, l'action prolétarienne esquissée n'a pu être menée jusqu'à des conclusions idéologiques qui lui feraient rejeter ses oripeaux réformistes. C'est là, il est vrai une question de temps.

La discussion sur la tactique électorale aux prochaines élections cantonales permit de marquer les positions de chacun. Une fois le péril immédiat passé les tenants du parlementarisme retournant à leurs amours ne manquèrent pas de défendre à nouveau la pratique du bloc des gauches dont ils rêvent. Effrayés par toute action révolutionnaire ils n'espèrent remédier à la crise qu'en remettant en marche la vieille machine parlementaire, et réduire ainsi l'action antifasciste à l'impuissance, en la condamnant à n'être que la passive démonstration de la décrépitude d'une constitution trop vieille pour la bourgeoisie elle-même. Frossard en fut le défenseur, d'autant plus à l'aise qu'il fut couvert par Blum et une partie du « centre gauche ». Lebas, guesdiste ossifié défendit la tactique d'alliance avec les radicaux. Combattue par la motion Zyromski : tendant à la constitution du front prolétarien en n'acceptant pas de voter pour le radicalisme intégrés dans l'union nationale. Le texte de Lebas qui laisse la porte ouverte à tous les compromis eut la majorité par 2.502 mandats contre 1.280 qui allèrent à la motion Zyromski.

La physionomie véritable du parti socialiste apparaît mieux ainsi et montre que près du tiers de ses membres s'orientent vers une action réelle. Il est périlleux de penser que le parti communiste français puisse avoir une attitude autre que celle que lui dicte Moscou. C'est pourquoi la proposition d'une Unité d'Action à l'Internationale Communiste elle-même n'est que symbolique en ce sens qu'elle démontre deux courants différents qui partagent en gros le parti socialiste : pour ou contre une action prolétarienne. Mais ces tendances qui peuvent ainsi paraître définies sont loin d'avoir une claire conscience d'elles-mêmes. La discussion sur le programme d'action a démontré la grande confusion qui règne dans les esprits.

« Nous réclamons le pouvoir ! », telle

est la revendication du parti socialiste. Ce désir pieux risque de n'être que platonique. Car la bourgeoisie française n'a d'autre remède à la crise que la militarisation de la misère et elle ne conçoit d'autre façon d'y arriver que par le renforcement des moyens de coercition et pour cela veut réformer son régime sur la base autoritaire. La crise du régime se confond avec celle de la démocratie parlementaire aussi en présence de sa décomposition, le parti socialiste perd une des bases d'action de son réformisme. Sa revendication du pouvoir ne peut plus se concevoir par la conquête idyllique d'une majorité parlementaire.

PLAN ET PLANISTES

Aux nébuleuses affirmations d'un socialisme transformé en un espoir à jamais irréalisable, les « planistes » opposent les buts réels et plus que jamais concrets du socialisme auquel ils veulent rendre vie en les tirant du vide auquel le parti l'a réduit. Pour cette tendance le plan doit proclamer la faillite du capitalisme en lui substituant une économie à principes socialistes qui permettrait de remédier à la crise et serait le pivot d'un rassemblement des masses. Le côté positif de leur position est qu'ils remettent en honneur les valeurs socialistes. Par là ils marquent un progrès non seulement par rapport au réformisme débordant de leur propre parti, mais par rapport au sectarisme du parti communiste.

Il faut rendre cette justice aux planistes français qu'il conçoit la réalisation de leur plan par la revendication du pouvoir qu'ils obtiendraient des masses enthousiasmées par lui. Le « plan » vaut surtout parce qu'il remet en honneur les valeurs socialistes, il n'en garde pas moins un caractère abstrait. Ils le complètent néanmoins par un programme d'action, et ce sous l'influence de la gauche de la Bataille socialiste, ainsi qu'elle apparaît nettement dans la motion de la majorité de la Seine, qui définit la tendance gauche du parti. Ils sont ainsi conduits à revendiquer une refonte du parti socialiste pour le rendre apte à prendre le pouvoir par « tous les moyens » dont la grève générale insurrectionnelle. Mais s'ils sentent le besoin d'apporter quelque chose de positif aux masses, ils n'arrivent pas encore à éclairer un certain nombre de questions importantes telles que le problème de la guerre, de la démocratie et du pouvoir prolétarien qui leur permettraient de concevoir les revendications économiques comme le prolongement d'une transformation politique. Aussi un plan économique est-il insuffisant s'il n'est complété par un plan politique.

A l'opposé de l'idéologie fasciste de la nécessité de la concentration de l'autorité, par suite de la « gabegie parlementaire » on doit défendre l'idée du renforcement du contrôle de la masse sur les affaires d'Etat. Le problème des classes moyennes se résout à retourner les masses petites bourgeoises contre l'antiparlémentarisme de la bourgeoisie fasciste, par l'utilisation de leur conservatisme démocratique pour les conquérir à l'idée du contrôle sur l'Etat implicite, ment contenue dans tout régime électif, tel le parlementarisme qui ne se réalise pas mais y échappe.

Autrement dit développer une action révolutionnaire qui leur fasse comprendre

LE CONGRÈS DU par trois

que la démocratie réelle est liée au socialisme. Les mesures économiques ne peuvent être mises en avant que comme corollaires des mots d'ordre politiques qui poussent au renversement du régime aujourd'hui incapable de satisfaire les besoins des masses. Mais un tel développement politique est conditionné par l'action de classe, celle du prolétariat, qui menant sa lutte conséquente contre le régime doit regrouper autour de sa force les classes moyennes. La gauche n'en a pas encore conscience. Au Congrès de Toulouse, elle s'est trouvée prisonnière de l'immobilisme de Séverac qui avait son prolongement dans le cas Frossard, dont elle a admis les explications de son attitude lors des journées de février, qui fut celle d'un fourrier de l'Union nationale. Ce sont là toutes les contradictions qui apparaissent dans la motion finale que, par un culte périmé de l'unanimité, les gauches ont voté, ne comprenant pas encore la nécessité qu'il y a de renforcer ses positions dans une formation précise sans aller la noyer dans une unité de façade.

On comprend ainsi les causes des frictions et de scission au sein de la gauche traditionnelle du parti socialiste représenté par la « Bataille socialiste ». C'est ainsi que Séverac, Paul Faure, Louis Levy et tutti quanti se raccrochant à l'immobilisme de leurs formules creuses montrèrent leur réformisme en s'opposant aux tendances vers une action concrète. Mais si, par des manœuvres de congrès, ils ont réussi à maintenir leur domination de bonzes accrochés à leurs prébendes, ils ne l'ont pu sans concessions qui amoncellent de la poudre pour une explosion ultérieure au sein du parti.

LES GROUPES DE DEFENSE

L'organisation actuelle des groupes de défense ne sera réelle que dans la mesure où les militants comprendront de plus en plus nettement la nécessité d'une lutte sans merci contre le fascisme qui se conçoit non sous l'angle de la défensive, mais de l'offensive appuyée sur un programme de lutte. Or le programme exposé dans la motion finale dans la mesure où il apparaît comme une concession faite par la droite et le centre, ne montre que les propres contradictions de la gauche. C'est ainsi que la motion déclare la volonté « socialiste » de liquider des systèmes politiques vieillissants et suspects satisfaisant à la volonté du pays qui exige un assainissement et une remise à neuf » mais à part cette affirmation, la gauche et, évidemment, encore moins la tendance de Blum, dont le discours fut une véritable jonglerie des buts et des principes, incapable de construire un programme de démocratie révolutionnaire. En exigeant la dissolution du Parlement et la représentation proportionnelle, le parti socialiste reste encore sur des bases parlementaires. Prisonnier de son réformisme, il ne sait élargir ses revendications à la notion d'un état de classe, celui des classes laborieuses ouvrières et paysannes. En ce faisant, le parti socia-

PARTI SOCIALISTE militants

liste est dans son congrès resté encore étranger aux préoccupations immédiates de la lutte à mener contre le gouvernement Doumergue, s'abandonnant à la politique dissolvante et décevante de Léon Blum.

La parti socialiste est au carrefour et l'évolution de la France dépend, en l'ab-

sence d'un parti révolutionnaire, du développement de ses contradictions de tendances. Pris entre le conservatisme démocratique qui rejette les masses petites-bourgeoises vers lui, à défaut d'une polarisation par le fascisme qui n'en est qu'à son début, le parti socialiste ne pourra répondre à son destin qui est celui du pays que si une aile révolutionnaire s'y impose. Non pas que le parti socialiste puisse se « redresser » mais la formation d'une tendance révolutionnaire peut se fortifier par le développement d'une action de classe dont le premier pas est dans la réalisation de l'unité d'action et par là même sonner le glas du réformisme qui ne nous a apporté que des défaites.

J.-J.-T. CHERNY.

Vers l'action ou la défaite ?

Les débats du Congrès de Toulouse ont donné une fâcheuse impression de flottement, d'indécision, de problèmes mal posés, de position justes soutenues avec des arguments faux et de positions fausses soutenues avec des arguments justes. On s'est rallié finalement à une motion de quasi-unanimité qui, si elle n'est pas le traditionnel négre-blanc des précédents congrès, n'en est pas moins une sorte de négre-gris passablement terne et fort décevant.

AUTOUR DU PLAN

Le type même du problème mal posé et du faux problème a été celui du Plan avec lequel des camarades fort bien intentionnés sont venus inutilement obscurcir les débats. Le plan suppose la prise du pouvoir pour être exécuté et la prise du pouvoir pose des problèmes qui déjouent toute espèce de plan tracé à l'avance. Le plan tel qu'il a été conçu par Henri de Man en Belgique cherche à redonner une vigueur offensive au vieux réformisme en lui assignant des objectifs limités de transformation de la structure de l'économie, mais en même temps il tend à maintenir les vieilles positions réformistes et repose sur l'utopie d'épargner la période de guerre civile.

Ceux qui ont combattu « le plan » au Congrès de Toulouse ont donné des arguments parfaitement exacts et l'ont dénoncé justement comme un retour à l'utopisme pré-marxiste. Mais ils ont mis ces arguments au service d'une position absolument condamnable, car il apparaissait clairement que pour eux c'était le socialisme lui-même, si limité soit-il, qui constituait une utopie lointaine et remise aux calendes grecques. Entre le socialisme intégral et le statu-quo démocratique, le tout ou rien de Séverac, on a eu trop l'impression que l'option était touchée en faveur du rien, de l'immobilité dans une société capitaliste, elle-même en pleine évolution régressive.

LA PRISE DU POUVOIR

Le problème essentiel était celui des moyens de la prise du pouvoir. Il a été également fort mal posé avec l'absurde dilemme : propagande ou action physique illégale. Il est bien évident pourtant que les mitrailleuses ne fonctionnent pas toutes seules. Ce sont des hommes qui les font marcher et la direction du tir de ces mitrailleuses dépend nécessairement des idées qui sont dans la tête de ces hommes, de ce qu'on a pu y mettre par la propagande. La vieille gauche immobiliste hantée sans doute par l'expérience

autrichienne a pourfendu le blanquisme et les putschs. Et cependant la leçon de l'expérience autrichienne est la condamnation de la politique de l'immobilité. C'est pour être partis trop tard, pour avoir attendu que la situation fut désespérée, que les héroïques combattants de la Schuzbund se sont faits massacrer alors que quelques années plus tôt, ils avaient encore tous les atouts dans leur main. Quant aux « blanquistes », ils ont en quelque sorte plaidé coupable, en se défendant de vouloir transformer les groupes de défense en milice d'attaque. Ils n'ont même pas pensé à poser la question capitale de la propagande dans l'armée pas plus que celle des organes populaires de la prise du pouvoir de quel que nom qu'on veuille les appeler.

FASCISME OU SOCIALISME

Il en est de même du dilemme fascisme ou socialisme considérée comme théorie de propagande. La vieille gauche l'a presque condamné comme non justifié par les événements, ce qui paraît un peu fort de café, et comme témoignant d'un trop grand mépris de la démocratie. Sur ce dernier point il est vraiment lamentable de constater qu'aussi bien dans la vieille que dans la nouvelle gauche, on continue à confondre démocratie et parlementarisme, à ne penser le problème que dans les termes où il est posé par le vieux réformisme et le néo-bolchevisme stalinien. Dans un pays comme la France, à l'heure où le fascisme pointe à l'horizon, il serait précisément nécessaire d'opposer au parlementarisme dégénéré, la vieille tradition démocratique extra-parlementaire, de revivifier le vieil esprit jacobin et communal du gouvernement direct, de présenter la révolution sociale comme la pointe extrême de la démocratie et l'éclaircissement maximum des libertés civiques entravées par le capitalisme. En passant à côté du problème des mots d'ordre démocratiques révolutionnaires qui sont l'âme du socialisme, non seulement le Congrès a oublié l'enseignement du marxisme, mais il est passé à côté du sens profond de la journée du 12 février. Les mots d'ordre démocratiques étaient pourtant autrement importants que le plan, et si l'on tenait absolument à décorer du nom de plan les mots d'ordre économiques, il aurait fallu comprendre la nécessité d'une flamme politique pour animer leur immanquable sécheresse.

L'UNITÉ D'ACTION

Le problème tout à fait actuel de l'unité d'action a été fort mal posé par l'extrê-

me gauche bolchevisante (dont le loyalisme à l'égard du parti semble peu d'ailleurs devoir être suspecté) par une partie du Congrès sur ce point précis. Il a été posé en fonction des conversations avec Moscou et par là ramené à la vieille et utopique question de l'unité organique par en haut. Le problème de l'unité d'action se pose en réalité en France et non à Moscou, en fonction des ouvriers communistes et non des bureaucrates du Komintern. L'expérience Doriot, le refus de Doriot d'aller à Moscou devraient sur ce point être suffisamment concluants.

Il est enfin tout à fait regrettable qu'au vote on ait repoussé à nouveau les propositions publiques au parti communiste et à la C.G.T.U., d'une unité d'action sur le plan national par la refonte du mouvement d'Amsterdam, qui auraient pu être accompagnées d'une intense propagande à la base. Le front unique sur le plan local et régional doit, certes précéder le front unique national mais son organisation demeure une question tant pour la défensive anti-fasciste que pour l'offensive contre le capitalisme.

Toutes ces remarques valent pour l'ensemble du Congrès et non pour les interventions isolées de quelques camarades qui n'ont pas été malheureusement les interventions dominantes.

IMMOBILISME OU ACTION ?

Faisons maintenant le point. Amputé de son extrême-droite parlementaire par la scission néo, le parti socialiste S. F. I. O. a cessé d'être un parti purement réformiste, une droite classique du mouvement ouvrier. On ne peut le comparer à la social-démocratie allemande où la scission minoritaire, donnant naissance au S. A. P., s'est faite en sens inverse et à gauche. La réaction de la base, après la leçon de la défaite allemande, et la face même des choses après le 6 février l'ont décroché du réformisme traditionnel qui, désormais, n'a plus de sens. L'archéo-réformisme subsiste chez les attentistes du groupe parlementaire, mais ceux-ci n'ont aucune base sérieuse dans le parti. Les sempiternels problèmes de la participation et du soutien où s'exerçait la casuistique subtile de Léon Blum sont désormais relégués au musée des antiquités. Le parti a fait un pas en avant en se prononçant, quoique sous une forme limitée, pour l'unité d'action loyale. Le jeu classique de l'équilibre des tendances et le traditionnel balancement de la gauche par la droite est devenu impossible. Il est appelé fatalement à dériver à gauche vers des positions plus radicales.

Seulement, il n'est pas devenu pour autant le parti révolutionnaire du prolétariat, il reste à mi-chemin. Historiquement, il est centré bien que le centre topographique n'y ait plus de signification après le départ de la droite.

Pour l'heure, les deux tendances qui s'y opposent sont celles de l'immobilité et du mouvement. La tendance de l'immobilité, si elle devait triompher définitivement, risquerait fort de lui valoir un sort semblable à celui de la social-démocratie autrichienne. La tendance du mouvement l'emporte à gauche, mais elle se heurte au bolchevisme déguisé, à la fois repoussoir et pôle d'attraction. Elle se cherche actuellement sous les formes naïves qualifiées d'utopisme et de blanquisme par les vieux centristes immépris et probablement indécorables. Arrivera-t-elle à prendre conscience d'elle-même, des buts qui lui sont propres et

des tâches historiques qui se présentent à elle et le fera-t-elle à temps ? Saura-t-elle régénérer le vieux parti qui avait déjà fait peau neuve à Tours, faire de lui quelque chose de neuf et d'adapté

aux nécessités révolutionnaires nouvelles. Telle est la question qui se pose. L'avenir la tranchera. En tout cas, il faut bien se pénétrer de l'idée que la régénération socialiste n'est qu'un des aspects

d'un problème plus vaste : la régénération mutuelle des deux grands courants qui se disputent le mouvement ouvrier et celle du mouvement ouvrier lui-même. Un membre du parti socialiste.

A propos du Congrès de Toulouse

La motion adoptée à l'unanimité presque complète par le Congrès de Toulouse constitue un évident progrès sur celles des années précédentes. Est-ce à dire qu'elle n'ait rien gardé des défauts de ses devancières ? On serait bien empêché de l'affirmer. On se félicite sans doute de ne plus y voir évoquée, même aux fins de réfutation, l'hypothèse de la participation socialiste au pouvoir en régime bourgeois, et dans les limites de l'ordre et des privilèges capitalistes. On peut mesurer par là, et non sans satisfaction, le chemin parcouru par la S.F.I.O. Mais on a malheureusement l'impression, en lisant la motion de Toulouse, qu'après s'être débarrassé du réformisme sous sa forme la plus grossière, le parti socialiste a de la peine, non seulement à adopter, mais à concevoir clairement une ligne de conduite révolutionnaire.

Le trait dominant du Congrès de Toulouse a été en effet la confusion. Confusion dans la position des problèmes, puisqu'on a lutté autour d'épouvantails aussi mal définis que le « planisme » (?) ou le « néo-blancisme » (?); confusion dans les débats, où personne, à en juger du moins d'après le compte rendu du « Populaire », n'est vraiment parvenu, sur quelque problème que ce fût, à mettre en présence deux thèses claires, et à en choisir clairement une; confusion des tendances, dont, à la faveur d'un certain nombre de malentendus sur le plan ou sur l'insurrection, les limites n'étaient plus guère visibles au Congrès; confusion enfin — et c'est le plus grave — dans la motion finalement adoptée.

S'il est en tout cas un problème que la motion de Toulouse n'a pas résolu, c'est celui de la validité du dilemme « fascisme ou socialisme ». A vrai dire, la question ne s'y trouve plus guère évoquée. La motion présentée par Mayéras au Congrès de la Fédération de la Seine, et qui avait la sympathie de Blum-Séverac-Lebas-Paul Faure, s'élevait en termes nets contre la rigidité du dilemme et constatait que toute perspective fût désormais fermée à la démocratie bourgeoise ! La question se pose d'ailleurs sur le terrain politique et économique : d'une part, est-il possible d'assigner encore des perspectives sérieuses de vie ou de développement à la démocratie à l'intérieur du régime bourgeois ? Et par ailleurs, puisque la démocratie bourgeoise est née et a vécu des réformes, peut-on espérer conserver longtemps encore, dans le cadre du régime bourgeois, les réformes déjà conquises, et en conquérir d'autres ?

Les orateurs de la tendance Blum, et Blum lui-même ont insisté au Congrès pour qu'on n'écarte pas de façon trop tranchante les possibilités de relèvement et de réforme du régime capitaliste, pour qu'on ne posât pas de façon trop brutale l'alternative fameuse « socialisme ou fascisme ».

Mais alors que signifient les articles innombrables où Paul Faure, enterrant à jamais l'ère des réformes, donne la parole au socialisme, où Blum lui-même, sonnant le glas des libertés bourgeoises, écrit que le socialisme est désormais la seule citadelle contre la dictature ?

REFORME OU REVOLUTION

S'il est vrai que la crise a ouvert l'agonie des réformes — quel aveugle le nierait encore dans l'état actuel du monde ? — et que toute prévision politique au delà de la dépression économique actuelle soit oiseuse, étant donné le déroulement catastrophique des événements, il faut avoir le courage, dicté d'ailleurs par la nécessité, de viser désormais par delà les réformes, et de mettre à l'ordre du jour la transformation du régime social tout entier. La motion de Toulouse ne le dit pas clairement, comme si, convaincue par la raison — et c'est déjà un grand mérite — de l'innanité des réformes, la S.F.I.O. y restait encore attachée malgré elle d'habitudes et de sentiment. Il est en effet question, au début du texte voté, « d'apporter un prompt et efficace soulagement aux misères et aux angoisses qu'engendre la crise », de tirer de la doctrine socialiste « des effets d'apaisement et d'amendement à la crise présente », d'éviter le fascisme par de bienfaisantes réformes. Il est vrai qu'on apprend plus loin que les réformes en question sont... la socialisation du crédit, des assurances sociales et des grandes industries, autrement dit la révolution, ou à peu près. Quand on lit ensuite que ladite révolution n'a pas la moindre chance de se faire tant que le socialisme n'aura pas tout le pouvoir, on ne peut s'empêcher de penser à M. de la Palisse : Si cela va de soi, cela n'en ôte pas moins toute espèce de sens

aux affirmations réformistes du début. On a d'ailleurs l'impression que cette sorte de confusion n'a si bien été acceptée dans la motion que parce qu'elle a dominé le Congrès lui-même.

Une autre controverse, celle dite du « néo-blancisme », n'a pas non plus été tirée vraiment au clair. Paul Faure, dans son rapport, mettait en garde contre les dangers d'un insurrectionnalisme aveugle ; par ailleurs, avec Séverac et Lebas, il avait sans peine dénoncé la puérilité de ceux qui auraient escompté prendre d'assaut l'Etat bourgeois avec quelques équipes de jeunes gardes plus ou moins armés.

Mais l'argument qui vaut pour l'Etat ne vaut plus pour les bandes fascistes ; nous devons tout faire, dans tous les domaines, pour ne pas laisser pencher du côté de ligues réactionnaires la balance des forces ; bientôt la distance sera telle, si elle ne l'est déjà entre les fascistes et nous que la défensive même, qui n'est pourtant qu'un pis-aller, pourra, si l'on n'y avise sérieusement, devenir intenable.

D'ailleurs, la discussion touchant les jeunes gardes n'est qu'un tout petit côté d'un problème plus vaste, posé en permanence dans un parti révolutionnaire, et qui exige une solution claire : celle des voies du pouvoir. Voies légales ? Voies insurrectionnelles ? La question est-elle si insignifiante qu'on puisse l'enterrer en se contentant d'un accord à la vérité dépourvu d'intérêt sur l'impuissance des jeunes gardes à renverser l'Etat bourgeois ? Car enfin cet Etat, tout menaçant, tout invincible qu'il soit aujourd'hui avec ses tanks, ses avions et ses gaz, devra bien un jour se trouver impuissant devant l'éruption populaire. Le nier, ce serait désespérer sans recours.

QUESTION DE FORCE...

Mais d'où viendra son impuissance ? D'un mouvement d'opinion ? D'une volonté électorale ? On a bien vu ce qui en était, il serait bon que les deux dates, si souvent citées de 1926 et 1932, ne le soient pas en vain ; on a vu ce que valait le sentiment populaire devant les moyens de pression de la classe dominante. Un succès triomphal d'un parti révolutionnaire aux élections poserait pour le lendemain — et plus probablement pour la veille ou l'avant-veille — la question de force. C'est donc bien la force qui fera la révolution prolétarienne, comme toutes les révolutions sociales du passé. En effet, la puissance, aujourd'hui invincible, de l'Etat n'est pas à l'abri des événements : que valait l'Etat monarchique français en 1789, l'Etat tsariste russe en 1917 ? Moins que quelques milliers d'hommes décidés, suivis, et capables de mener l'assaut. Les difficultés internes, crises, guerres, catastrophes, décompositions avaient, dans les deux cas, fait passer la débilité du corps social jusque dans l'Etat lui-même. De ce que l'Etat capitaliste a la vie si dure, il ne faut pas conclure qu'il soit à l'abri de tous les maheurs. Encore faut-il que les révolutionnaires soient décidés à combattre un jour et que la masse, amenée par la propagande à l'idée insurrectionnelle, les suive, au lieu de les abandonner aux risques de la répression, comme firent les ouvriers allemands pour les Spartakistes en 1918-19.

Les conclusions du débat étriqué sur le rôle des milices ou des jeunes gardes, les quelques lignes de la motion qui concernent la grève générale, suffisent-elles aux propagandistes socialistes pour voir clair dans l'avenir et ouvrir les yeux des ouvriers sur les nécessités que l'avenir pourra rendre pressantes ?

Faute de s'être clairement prononcée sur ces points, la motion de Toulouse, en dépit de sa supériorité de ton et de contenu sur les précédentes, demeure un guide imparfait.

C'est toujours la tâche d'un parti révolutionnaire d'établir un rapport correct entre les revendications transitoires, d'un caractère populaire, souvent naïf, et la poursuite du seul but réellement en rapport avec la situation. Le principal danger est aujourd'hui d'attendre des merveilles d'un monde décomposé, de poursuivre ou d'entretenir des chimères pendant que l'ennemi gagne du terrain. La principale tâche est de trouver le joint entre la logique réelle des choses et l'aspiration confuse des masses de gauche, dupées et mécontentes, mais indélicates ou réformistes dans leur grosse majorité. La motion de Toulouse, en distinguant si mal la réforme de la révolution, l'illusion et la réalité, l'agitation transitoire et l'objectif vrai, n'aide que très insuffisamment à cette tâche. P. B.

PSYCHOLOGIE DU FASCISME (FIN) Voir N° 14 de MASSES

REGRESSION SOCIALE ET VOYOUCRATIE

L'idéal fasciste peut ainsi se définir comme une profonde régression dans tous les domaines. Les aspirations à une Société militaire supposent, pour que celle-ci deviennent une réalité, la destruction radicale des formes de production, des rapports humains et de la culture de notre temps ; disons en un mot, l'anéantissement de la civilisation. Certes le fascisme n'est pas le premier à préconiser une semblable régression, et, bien avant lui, les vieilles cliques réactionnaires extrémistes en France comme en Allemagne ont partagé ces idéaux. Mais ce qui le distingue des mouvements des doctrines antérieures, c'est la frénésie avec laquelle il se revendique de ces concepts et l'importance du recul qu'il envisage. Le Parti des hobereaux et des officiers allemands, le parti des Hugenberg, professe, lui aussi, des théories féroceusement réactionnaires. Et pourtant, s'il avait tenu les rênes du pouvoir, il n'aurait pas commis la moitié des atrocités dont l'hitlérisme s'est rendu coupable. Ceci peut s'expliquer très simplement ; la réaction classique, si violente qu'elle soit, limite toujours ses ravages ; elle exprime les intérêts de couches aristocratiques auxquelles leur propriété, leur pouvoir économique et politique, leur formation culturelle enfin, confèrent une certaine stabilité. Ces classes ont une grande expérience politique ; raffinées dans leurs manières et imbuës de l'esprit de caste, elles ont horreur de se commettre avec des éléments populaires et conservent jusque dans l'énoncé de leurs principes, une certaine mesure et une modération relative. Au fond, elles sont trop attachées aux formes sociales existantes, trop conservatrices pour ne pas craindre les débordements de la masse, quel que soit leur sens.

A l'inverse, la contre-révolution plébéienne se signale par son ton frénétique, ses attitudes déchaînées, par un véritable délire de destruction. Sa clientèle politique est formée d'une masse de petits bourgeois déclassés ou en voie de déclassement qui n'ont plus de bases solides dans la société et cherchent dans une régression illimitée, véritable fuite dans l'irréel, une issue à leur déchéance. L'explosion effrénée de ces éléments, les auto-da-fés et les tortures, ce que l'on nomme encore la « Révolution Nationale » constituent l'essentiel de leur action « réalisatrice » ; condamnés par l'histoire à une mort certaine, coincés entre les deux grandes forces historiques du capitalisme et de la révolution socialiste qui signifient également leur perte, ils sont emprisonnés dans le carcan du désespoir, et retournent leur fureur contre la société elle-même. La révolution fasciste est avant tout anti-sociale, dirigée contre la civilisation qu'elle veut anéantir.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions, que tous ceux qui vivent en marge de la loi sociale, les aventuriers, les apaches et les maquereaux soient entraînés par le mouvement fasciste. Ils jouent un rôle considérable dans la « Révolution Nationale » on les trouve au sommet et à la base des organisations hitlériennes ; aventuriers de haut vol qui ne rêvent du pouvoir que pour se livrer à tous les débordements possibles ; assassins vulgaires dont la seule ambition est d'exercer le métier de gardes-chiourmes, afin de pouvoir commettre en toute sécurité les crimes les plus abominables. La philosophie de ce joli monde se résume exactement dans la formule : « Ote-toi de là que je m'y mette ». « Installons-nous dans le fauteuil du patron, fumons ses cigares et couchons avec sa dactylo », pensent les miliciens « Coq Rouge » et « Robinet d'Amour ». Hitler nous doit bien ça.

La frénésie sadique qui marque l'arrivée au pouvoir du fascisme s'explique en grande partie par la présence de ces éléments ; de tels rebuts d'humanité n'ont pour fonction que d'exterminer les marxistes, ce dont ils s'acquittent si bien que le pouvoir doit modérer leur ardeur. Les idées sociales se confondent chez eux avec la soif du carnage ; ils sont contre les puissants de la même façon qu'ils sont contre la justice ; foncièrement asociaux, ils profitent de la bonne occasion qui leur est offerte pour soulager d'un coup leur haine de la société. Dans une large mesure la vague de mécontentement qui suivit

les premières expériences du fascisme hitlérien est leur fait. Ils pensaient pouvoir renouveler éternellement leurs exploits, lorsque soudain, Hitler les fit rentrer à grands coups de fouet à la niche.

Un problème délicat pour le fascisme ; c'est de contenir ces irréguliers après les avoir utilisés au mieux de ses intérêts. Un peu de foin et quelques « délicatesses » au fond de la niche le résoudront. Dans les cadres de l'Administration, le bandit devient un pantoufflard ; il lui arrive bien quelque fois d'emporter la caisse, mais, ce détail mis à part, il trouve dans la fidélité au Führer et dans l'exercice impitoyable d'une autorité régulière, suffisamment de satisfaction pour se tenir tranquille.

Les remarques qui précèdent ont pour but d'établir la parenté profonde du fascisme et de la vieille réaction sur le plan psychologique et moral ; même état d'esprit, mêmes attitudes, mêmes idéaux, mêmes répulsions. Elles laissent évidemment intact le problème économique et social du fascisme. Encore serait-il bien surprenant qu'une semblable identité humaine recouvre des systèmes sociaux fort différents. Tous les vieux thèmes, aussi pourris qu'invétérés de la Réaction bourgeoise ; culte de l'autorité, religion de la privation, religion tout court se retrouvent chez les frénétiques héritiers de Bismarck et de M. Thiers. Ici comme là, le crétinisme familial et patriotique constituent le fonds nourricier de la faune anthropoïde qui, sous le nom d'élite, reçoit la charge des destinées de l'humanité.

Il faut ajouter que, si nous avons trouvé des différences entre la mentalité fasciste, et la vieille mentalité réactionnaire, elles sont tout à l'honneur de cette dernière. Trotsky a comparé, d'une façon très profonde et très frappante à la fois, le fascisme à un vomissement de barbarie mal digérée. Il faut, en effet, rendre grâce à la vieille réaction de la pudeur qui l'empêche de vomir devant le monde. Le visage lugubre de quelqu'un qui a quelque chose sur l'estomac et fait tout ce qu'il peut pour le garder est, relativement au débordement nauséabond de l'hitlérisme, un hommage à la civilisation.

Des considérations sur la psychologie fasciste n'ont vraiment tout leur sens que si, par contraste, elles jettent quelque lumière sur ce que doit être l'état d'esprit révolutionnaire. Nous pensons, en effet, que le spectacle du fascisme devrait éclairer à jamais les révolutionnaires sur le rôle profondément néfaste et régressif que joue, dans tous les cas, la mentalité militaire sous tous ses aspects : adoration du chef, volupté de la discipline ; plaisir véritable et incessant à anéantir l'individu, à le faire disparaître dans un organisme aveuglément manœuvré ; inquisition des gestes et des pensées. Il y a 60 ans, toute mise en garde dans ce domaine eût été superflue au sein du mouvement ouvrier. Des traditions fort lointaines, faisaient de l'indépendance de la haine de l'oppression et de l'autorité, les vertus congénitales du mouvement. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Sous diverses influences, dont celle du bolchevisme tel qu'il se présente aujourd'hui n'est pas la moindre ni la plus heureuse, il n'est question partout que d'insignes, d'uniformes, de saluts, de mimiques guerrières, etc... La difficulté en cette matière est évidemment d'accorder les nécessités de la lutte et les aspirations finales. Encore ne faut-il pas perdre de vue ces dernières, et bien se dire que leur oubli est, de toutes choses, la plus nuisible au succès.

De la même façon, les fascistes condamnent plus que jamais à nos yeux, en les prenant à leur compte, tous les enthousiasmes malsains qui, se nourrissant de l'ignorance et de la misère, les défient, et par suite les perpétuent. On a quelquefois trop tendance dans le mouvement ouvrier actuel à idéaliser l'ouvrier fruste et ascète, au lieu de montrer en lui l'image déplorable d'une classe esclave que le mouvement tout entier a justement pour but d'affranchir, de faire parvenir aux jouissances, à la culture et à la vie.

Entre le fascisme et la Révolution, il y a plus qu'une divergence sociale et politique, il y a humainement — un abîme sans fond.

DELNY ET PAUL BENICHO.

Cette étude est un compte-rendu de cours de sociologie, non destiné à la publication. Malgré son caractère schématique et peut-être même à cause de ce caractère, nous pensons qu'elle permettra de clarifier les notions souvent confuses que nous avons sur ce sujet et de réduire à néant les divagations des pré-fascistes, plus particulièrement en ce qui concerne le potlatch.

1° Il est impossible de comprendre et de juger clairement la civilisation où nous vivons sans essayer de voir comment se sont formés ses éléments essentiels. Un de ces éléments les plus importants est la famille. La famille Européenne moderne comprend trois caractères principaux :

1) MONOGAMIE. — Chacun des deux conjoints, et surtout la femme, doit demeurer sexuellement fidèle à l'autre, toute infraction à cette règle étant une cause de dissolution du mariage ou tout au moins de conflit. De cet état de choses, naissent des sentiments, tels que la jalousie, des thèmes littéraires comme celui de l'adultère, etc... ?

2) SUPREMATIE ECONOMIQUE DU MARI considéré comme le dépositaire et l'administrateur des biens familiaux. Le Code Napoléon lui donne le droit de disposer même du salaire de sa femme ; une loi récente est venue atténuer cette règle.

3) DESCENDANCE EN LIGNE PATERNELLE. — Les enfants portent le nom de leur père, et héritent de lui. Lorsque certains titres ou fonctions sont héréditaires (titres de noblesse, fonction royale) ils passent de père en fils.

2° Les grands voyages faits par les Européens à partir du XVI^e siècle, leurs avaient donné l'occasion de voir que, dans certaines sociétés exotiques : Indiens d'Amérique du Nord, Papous ou Polynésiens de l'Océanie, la famille n'était pas du tout constituée de la même manière qu'en Europe. Mais, loin d'étudier ces formes de civilisation étrangère, la plupart des voyageurs et surtout des missionnaires, incapables de les comprendre scientifiquement, ne firent que répandre à leur sujet les idées les plus fausses et les plus romanesques. Ainsi se forma en Europe, l'opinion, encore acceptée de nos jours, que ces peuples exotiques vivent dans la promiscuité sexuelle, toutes les femmes appartenant indistinctement à tous les hommes, ce qui constituait un tremplin commode pour les déclamations des missionnaires en faveur de la morale chrétienne. Lorsque au XVIII^e siècle, les philosophes révolutionnaires tels que Diderot (1) s'intéressèrent aux primitifs, ils acceptèrent, sans les discuter, ces opinions inexactes, en représentant la vie de ces peuplades comme « un état de nature » presque sans règles une heureuse anarchie.

Au XIX^e siècle, on commença à envisager la question d'une façon positive. De nombreux auteurs (Mac Lennan) prirent pour sujets de leurs travaux le mariage et la famille. Morgan, en s'appuyant surtout sur des faits concernant les Indiens de l'Amérique du Nord et les habitants d'Hawaï (Océanie) essaya de tracer une ligne d'évolution des formes de la famille. La thèse de Morgan fut reprise par Engels dans son ouvrage sur l'Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat.

LES PRINCIPALES THESEES D'ENGELS

3° A la suite de Morgan, Engels distingue les étapes suivantes :

a) A l'origine, un commerce sexuel sans entraves ;
b) Famille consanguine : Dans cette forme de famille, les rapports sexuels seraient interdits entre parents et enfants. Par contre, ils seraient normaux entre tous les gens de la même génération, donc entre frères et sœurs ;

c) Deuxième exclusion : interdiction des rapports entre frères et sœurs. C'est la famille « punaluenne » d'Hawāi. Tous les hommes d'une même génération possèdent toutes les femmes de la même génération, sauf leurs sœurs ;

d) Ainsi naîtrait la « gens », la famille ancienne du type romain ou grec, Mais elle se transformerait rapidement en passant par :

e) La famille Syndyasmique, qui est un début de monogamie. Elle est caractérisée par des unions temporaires assez longues, qui tendent à devenir durables ;

f) Ainsi on arriverait à la monogamie. C'est à la fois un grand progrès et un pas en arrière, car la monogamie opprime la femme, au lieu que l'homme en prend à son aise avec la règle de fidélité. Avec la monogamie naît l'adultère, la prostitution.

A travers toutes les étapes s'est opérée une grande transfor-

L'ORIGINE DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

PAR JEAN DURIEZ

mation : dans les formes primitives de famille, la descendance est maternelle, la femme est, en conséquence, importante dans la famille et dans la société. Avec la monogamie, c'est l'homme qui triomphe : ses fils héritent de lui, et c'est ainsi que peut se constituer et s'accumuler le capital.

IV. — A l'époque d'Engels, on connaissait encore assez mal les indigènes de l'Australie et les Papous de la Nouvelle Guinée qui présentent les formes sociales les plus primitives connues. Aussi Engels reconnaît-il lui-même que ni l'étape a, ni l'étape b ne sont prouvées par des faits. Il faut donc étudier ces faits nouveaux. D'abord en Australie.

LA FAMILLE A DESCENDANCE MATERNELLE

V. — A) La famille Dieri. — Les Dieri qui habitent le Sud-Est de l'Australie, présentent un type familial que l'on peut considérer comme le plus primitif que nous connaissions.

1) Conditions Economiques. — Les Dieri ignorent l'agriculture et toutes espèces d'industrie ; pas de huttes. Ils vivent par camps. Mais la subsistance par la chasse et la cueillette étant difficile, les Dieri vivent généralement par très petits groupes dispersés sur d'immenses étendues. Ils se réunissent à dates fixes pour des fêtes et des cérémonies.

2) Religion et Structure Sociale. — La tribu est divisée en deux parties (« phratries ») chacune des phratries en un certain nombre de clans. Chaque clan porte le nom d'un animal ou d'une plante (« totem ») et assure le culte de ce totem. Ce culte, dans l'esprit des indigènes, a pour fonction de provoquer la fécondité de l'espèce animale ou végétale ; sans lui, la subsistance de la tribu serait anéantie.

Les indigènes croient que tous les membres d'un clan sont composés de la même chair et du même sang, qui est la chair et le sang du totem. De là, deux résultats :

Défense d'avoir des rapports sexuels avec une femme du même clan : exogamie. Les enfants d'une femme, quel que soit le père, font partie du clan de la mère, puisqu'ils sont de la même chair qu'elle.

3) La parenté classificatoire. — Dans le langage des indigènes, le même terme sert à désigner le père et ses frères, la mère et ses sœurs, etc... Chacun considère comme ses frères les jeunes gens de la même génération, etc...

Pas de parenté individuelle. — De la même façon, tous les « frères » sont considérés comme les maris de toutes les jeunes filles de la même génération. A l'exception de celles du même totem ; donc de leurs sœurs. C'est ce qu'on a appelé « le mariage par groupe ». Et Engels lui-même a cru que le type de mariage impliquait la communauté sexuelle entre tous les membres des deux groupes. En réalité, les choses sont beaucoup plus compliquées. Par suite de la nécessité économique (voir paragraphe 1), les groupes se dissolvent, si bien que pendant la plus grande partie de l'année, un homme vit avec une femme et leurs enfants, quitte à changer lors des réunions de toute la tribu. Donc : le mariage « Syndyasmique » existe déjà au Stade le plus primitif. D'autre part, il y a déjà une spécialisation. En effet, on rencontre deux types de mariage chez les Dieri :

A) Le Mariage « Pirrauru ». — Il consiste simplement dans le fait qu'un homme et une femme appartenant aux deux groupes de « frères et sœurs » mènent un certain temps la vie commune. Cela ne se fait pas, d'ailleurs, n'importe comment. Une cérémonie spéciale, lorsque la tribu se réunit, a pour but d'« assortir » des couples Pirrauru. Un homme peut avoir plusieurs Pirrauru à la fois, puisque, en droit, il est le mari de tout le groupe de femmes, mais la femme reste libre de disposer de son corps en faveur de tel autre membre du groupe.

B) Le Mariage « Tippa-Malku ». — C'est une forme plus spécialisée. On n'a qu'une femme Tippa-Malku. Le mariage est conclu de la façon suivante : j'épouse une femme du groupe auquel j'ai droit, à condition que je donne ma sœur à mon beau-

frère. Les mariages T.M. vont donc forcément par deux.

Tout en devenant T.M. d'un homme, la femme reste Pirrauru de tous les hommes du même groupe que son mari ; en son absence, elle peut se donner à eux, sans qu'il ait à protester. Ainsi, dès ce stade, le mariage par groupe co-existe avec une forme plus spécialisée. Pourquoi cette spécification ?

a) Intérêt de la femme. — Sa protection est mieux assurée par le mariage permanent. Des scènes de jalousie fréquentes se produisent entre les diverses Pirrauru d'un même homme, et souvent l'une d'elles finit par s'imposer.

b) Intérêt général. — « L'échange de sœurs » en quoi consiste le mariage Tippa-Malku consolide les liens de tribu. Or, ces liens sont d'autant plus nécessaires que pendant les 3/4 de l'année la tribu est dispersée.

L'exogamie (cf 2) répond à un besoin analogue, puisqu'elle oblige chacun à se marier hors de son clan et de sa phratricie, empêchant ainsi chaque clan ou phratricie de former un groupe à part qui se détacherait de la tribu.

LE SYSTEME DES CLASSES

Chez un certain nombre de tribus Australiennes, le système des clans se complique. Chaque phratricie est partagée en classes matrimoniales, suivant le schéma suivant :

Phratries	Classes	Chacun appartient à une classe
A.....	a	déterminée par celle de son père et de sa mère. Exemple :
	b	Aa + Bd = Bc.
B.....	c	Donc : l'enfant appartient à la phratricie de sa mère (B), mais pas à sa classe. Il ne pourra
	d	épouser qu'une Ab. Donc, il ne pourra épouser, ni sa mère (Bd) ni sa sœur (Bc) ni ses filles s'il en a car elles sont Aa.

La fille de Aa et Bd sera Bc. Elle ne pourra épouser qu'un Ab, donc ni son père, ni son frère, ni ses fils si elle en a.

Les classes ont donc pour fonction d'interdire les relations entre parents et enfants, frères et sœurs. Mais ces relations sont également interdites dans le système précédent, sans classes. Il n'y a de différence que celle de l'organisation remplaçant une rituelle coutume par une structure sociale très rigide.

C — Résumons les principaux caractères des systèmes A et B.
1° Nécessité économique de la séparation en petits groupes ;
2° Coexistence du mariage par groupes avec une forme de mariage spécialisée.

3° Situation élevée de la femme. — C'est par elle que se transmet la vie du totem ; les enfants appartiennent au clan de leur mère. La femme dispose librement d'une foule d'objets tels qu'ustensiles ménagers, vêtements, etc... pour lesquels elle ne doit aucun compte à l'homme. Les hommes ont leurs cérémonies secrètes, mais les femmes aussi. Leur rôle est indispensable dans un grand nombre de cérémonies.

4° Par contre, rôle réduit du père. — Même lorsque le mariage est consolidé, les enfants ne sont considérés que comme appartenant réellement à la mère. Leur éducation est assurée non par le père, mais par leur oncle maternel, le frère de leur mère. Tout ce qui peut appartenir au père est hérité non par ses enfants, mais par ses neveux utérins, les enfants de ses sœurs.

ACCROISSEMENT DE L'INFLUENCE MASCULINE

LUTTE CONTRE LA DESCENDANCE MATERNELLE
A) Déjà au Stade précédent, on voit que certains hommes possèdent plus de Pirrauru que les autres. Ces hommes sont les plus riches ; c'est-à-dire que déjà certains objets fabriqués (armes) sont devenus des marchandises, dont l'accumulation fait la valeur personnelle d'un homme. En même temps, celui qui possède beaucoup de Pirrauru dispose ainsi d'un moyen d'action car il fait s'opposer à ce qu'elles se donnent à d'autres ou au contraire, les céder à propos.

Mais c'est l'agriculture qui va permettre d'accroître prodigieusement la production et l'accumulation. Les indigènes de la

Nouvelle Guinée et des Iles Trobrand, qui sont parvenus à tirer de leur sol très fertile des récoltes extrêmement abondantes et régulières, nous offrent des particularités très différentes de ce que nous avons vu en Australie.

NAISSANCE DU VILLAGE

Une tribu déterminée habite une fraction déterminée du sol, y construit des huttes ; une place publique sert aux rassemblements, aux fêtes. Souvent chaque village comprend une maison commune pouvant atteindre 200 à 300 m. de long, qui est utilisée par les hommes lorsqu'ils ne prennent pas leurs repas avec leurs femmes, et également pour les grandes cérémonies, en particulier pour la cérémonie de promiscuité sexuelle dont il est question par 7 B 5. Il y a un cimetière commun, etc...

CONSEQUENCE :

CULTURE COLLECTIVE, REPARTITION DES VIVRES

Bien qu'en pratique, chaque homme marié cultive spécialement avec sa femme tel ou tel lot de terre, beaucoup d'opérations agricoles se font en commun — quant aux vivres qui sont produits par cette culture, ils sont distribués solennellement, au cours de cérémonies importantes, à l'ensemble de la population. Le sol du village et tous les terrains de culture sont la propriété collective des clans.

3° Mais cette distribution ne s'opère pas suivant des règles numériques, comme par exemple on partage à raison de tant par tête d'habitant. Il est régi par des règles, reposant sur :

a) L'émulation ;
b) La réciprocité des prestations.
Autrement dit, chacun tient à donner le plus possible, sans rien garder pour lui-même ; et ceux à qui il donne, doivent lui rendre, en dépassant si possible la quantité qu'ils ont reçu. Ce système d'échanges s'appelle « potlatch ». Il crée entre tous les habitants d'un même village ou d'une même série de villages des liens à la fois économiques et amicaux, cet échange de dons se poursuivant durant toute la vie des partenaires.

4° Mais il arrive que le « potlatch » ne reste pas restreint à une tribu : il peut s'étendre sur plusieurs tribus, et à de grandes distances. Nous en avons deux exemples frappants en Nouvelle-Guinée : le circuit de Koula (Nlle Guinée Est et Iles Trobrand) ; le trafic à deux sens entre Kiwai (Nlle Guinée Sud-Est) et les Iles du détroit de Torrès (Nord d'Australie).

Le Koula est un circuit à deux sens englobant un grand nombre d'îles et d'archipels au N.-E. de la Nouvelle-Guinée. Il consiste essentiellement dans l'échange de deux catégories d'objets appelés yayg'a (yaigoua), c'est-à-dire « valeurs » : une catégorie de bracelets et une de colliers (en coquillages). Les bracelets sont transmis dans un sens seulement, les colliers dans le sens opposé. Personne ne doit les conserver plus d'un certain temps (1 an maximum), en sorte qu'ils repassent toujours dans les mêmes mains. En même temps s'établissent des relations de commerce proprement dit.

Un système analogue existe entre l'île Kiwai, à l'embouchure de la rivière Fly (Sud-Est de la Nouvelle-Guinée), et les Iles du détroit de Torrès (Nord de l'Australie). Entre les deux régions a lieu un double échange :

a) Entre Kiwai et le détroit de Torrès : des canots fabriqués par des gens de Kiwai ; du sagou ; des produits agricoles.
b) En sens inverse : des points de harpons, des haches de pierre.

Le rôle joué dans le Koula par les Yagga'a est joué ici par des colliers en dents de chiens, et par des bracelets de coquillages qui sont transmis d'un bout à l'autre de la chaîne. Comme dans le Koula, les gens des différentes régions sont obligés de se faire des dons réciproques tant qu'ils sont en relation. Ce n'est pas encore du commerce au sens européen du mot. A travers de centaines de milles marins, des expéditions vont d'une tribu à l'autre, d'une île à l'autre. Et des compétitions s'engagent, chacun tendant à surpasser les autres par la magnificence qu'il déploie. Ainsi deux résultats sont très importants :

a) Les relations internationales ainsi constituées ouvrent la voie au commerce extérieur proprement dit, chaque tribu échangeant ses produits particuliers contre ceux d'autres tribus ;

b) Les objets précieux qui passent de main en main tout le long des circuits de potlatch tendent à devenir une valeur universelle : une monnaie.

(A suivre.)

Vallès rédacteur au "Cri du Peuple"

Dans les 83 numéros de la première série du « Cri du Peuple », celle de 1871 — du mercredi 22 février au mardi 23 mai — je n'ai en vue aujourd'hui que ceux des jours qui précèdent la Commune.

C'est le quatrième quotidien à 5 centimes de Vallès (abonnement : 1 mois, 2 francs; 3 mois, 5 francs), ses bureaux d'administration et rédaction sont 61, rue de Rennes; ses bureaux de vente, 9, rue d'Aboukir et 13, rue du Croissant; son gérant et imprimeur est A. Chevallier, 9, rue d'Aboukir; nous retrouvons celui-ci à maintes reprises dans la correspondance de Vallès à André Gill pendant son exil à Londres; Vallès demande instamment à son ami d'aller trouver Chev... et de lui réclamer l'argent qui lui reste dû.

Février 1871 : ce sont, au début du mois, les campagnes électorales, les fausses promesses de paix et de prospérité; ce sont, le 8, les élections qui envoient à l'Assemblée Nationale une énorme majorité conservatrice et cléricale. Vallès va naturellement retourner ses armes contre cette République de mascarade et c'est elle qui recevra les coups qu'il assenait à l'Empire l'année précédente : la semaine même après la première séance de l'Assemblée de Bordeaux, le premier numéro du « Cri du Peuple » paraît.

« En temps ordinaire, vous vous seriez intitulé « Le Peuple » (allusion au « Peuple » de 1869), « Le Peuple tout court, n'est-ce pas ?... Vous avez eu raison de vous intituler le « Cri du Peuple ». Le cri du peuple, cri déchirant, menaçant, qui n'a cessé du 4 septembre au 28 janvier et que n'étoufferont ni les baïonnettes prussiennes, ni les complots de M. Thiers ». (Lettre de J.-B. Clément au rédacteur en chef, dans le N° 2).

Le premier article de Vallès est dans le N° 1 : « Paris vendu » et commence par ces mots : « Il fait pitié, ce Paris vaincu », ce Paris qui a souffert terriblement du siège et que vont occuper les Prussiens. Plus importante est la conclusion de ce même article, cette prédiction admirable de mouvement et de certitude :

« La Sociale arrive, entendez-vous ! elle arrive, à pas de géant, apportant non la mort, mais le salut. Elle enjambe, pardessus les ruines et elle crie : Malheur aux traitres ! Malheur aux vainqueurs ! Vous espérez l'assassiner ! Essayez ! debout entre l'arme et l'outil, prêt au travail et à la lutte, le peuple attend ».

Dans l'article de Vallès : « Les charlatans politiques » (24 février) ces quelques phrases semblent aller comme de gants à nos politiciens d'Union Nationale, MM. Thiers de 1934 et autres « Foutriquets » qui, sous prétexte de sauver la France, ne cherchent qu'à sauver le régime bourgeois.

« On les appelle en langage noble des hommes d'Etat. On les fait venir comme les sorciers du village ou les Nélatons de marchand de vins, dès qu'il y a une promesse à dénouer, une convention à martyriser, de l'honneur à perdre, un blessé à achever, un mort à salir. »

N'avais-je pas raison de parler l'autre jour de « l'émouvante actualité » de Jules Vallès ? Et ceci :

« Les voyez-vous, ventres bedonnants, crânes chauves, fronts bas ! — pas un nom nouveau, une tête fière. »

Thiers, « chef du pouvoir exécutif, en attendant qu'il soit statué sur les Institutions de la France », vient, en effet, de constituer son ministère avec Jules Favre, Ernest Picard, Jules Simon, l'ancien adversaire du « Candidat de la misère » en 1869, etc...; on connaît, par ailleurs, l'âge des collaborateurs de Doumergue... En des circonstances toutes semblables, sachons garder, en tout cas, l'admirable foi de Jules Vallès :

« Allons ! guerre au passé ! foi dans l'avenir ! Salut à la Révolution ! »

Ils vont l'insulter et la mitrailler, ces vieux, — ils le peuvent — mais on peut bien aussi cracher dans un torrent ».

Le 25 février (à partir de ce numéro, administration et rédaction, 9, rue d'Aboukir, chez Chevallier lui-même) Vallès évoque les journées de 48 : « Il y a déjà 23 ans... ». Le journal annonce son acquittement dans l'affaire de « l'affiche rouge » de janvier, que dénature sciemment la presse officielle. (Rien de nouveau sous le soleil !). On se souvient de cette affiche, imprimée, en effet, sur papier rouge, qu'à la demande du Comité Central de la Garde Nationale, Jules Vallès avait rédigée avec Edouard Vaillant et quelques autres. Elle se terminait par ces mots : « Le Gouvernement a donné sa mesure, il nous tue... place au Peuple ! place à la Commune ! » et Vallès plaça toujours « au-dessus de toutes ses joies d'écrivain d'avoir été

le collaborateur de cette affiche de cinquante lignes qui annonçait le grand drame social » (7 janvier 1884 « Le Cri du Peuple »).

Le 26, Vallès signe deux articles : « Vive la République » et « La passion politique » (« qui fortifie ceux qu'elle emploie, etc... »). Le lundi 27 février, le « Cri du Peuple » adopte le format des grands journaux et Vallès salue en première page « Le Parlement en blouse » :

« C'est la Révolution qui est assise sur ces bancs, debout contre ces murs, accoudée à cette tribune ! La Révolution en habit d'ouvriers ! c'est ici que l'Association Internationale des travailleurs tient ses séances et que la Fédération des corporations ouvrières donne ses rendez-vous. Cela vaut tous les forums antiques, et par ces fenêtres peuvent passer des mots qui feront écumer la multitude, tout comme ceux que Danton, débrillé et tonnant, jetait par les croisées du Palais de Justice au peuple qu'affolait Robespierre... »

« Les gestes ne sont pas terribles comme ceux qu'on faisait alors, et l'on n'entend pas vibrer dans un coin le tambour de Santerre; il n'y a pas non plus le mystère des conspirations où l'on jure avec le bandeau sur les yeux et sous la pointe d'un poignard.

« C'est le travail en manches de chemises, simple et fort, avec des bras de forgeron; le travail qui fait reluire les outils dans l'ombre et crie : on ne me tue pas, moi ! on ne me tue pas, et je vais parler ! »

Ce dernier tableau n'évoque-t-il pas dans le même moment la majesté des assemblées de Moscou et cette fresque de Puvis : « Le Travail » dans l'escalier monumental du musée d'Amiens ?

Dans le numéro du 28 février, les rédacteurs présents, le 26, à onze heures du soir : Jules Vallès, Henri Bellenger, E. Vermesch, Alf. Breuille, J. Roussel, appellent le peuple au calme à l'occasion de l'entrée des Prussiens dans Paris. Vallès, à la même page, traite d'ailleurs le même sujet.

Le 1^{er} mars, le journal paraît sous plusieurs éditions. La deuxième s'excuse du retard d'un article de Vallès sur la situation; il est retenu par ses fonctions de Président de l'Assemblée de la Corderie. Faut-il, une fois de plus, attirer l'attention sur l'extraordinaire puissance de travail de cet homme ? Je citais l'autre jour, à ce sujet, un article d'André Gill : le hasard d'une vente à l'Hôtel Drouot vient de me mettre sous les yeux une lettre de Vallès à Séverine datée du 26 juillet 1883 : « si vous aviez vu « La Rue » ou « Le Cri du Peuple »; j'étais un sauveur ! Mais on arrivait à l'harmonie d'ensemble, au diapason juste, à la proposition vraie, rien qu'en faisant profiter le voile rouge des coups de la bourrasque ». Voici enfin l'article de Vallès sur la situation : « Quand ils seront là »; il y dénonce la vraie coupable, la bourgeoisie, lui refuse son aide et le sang des siens.

Puis, c'est la suspension du journal pendant l'occupation de Paris; il reprend le 4 mars, un jour avant « Le Vengeur », sa propagande révolutionnaire. Nouvelle série d'articles : « Bravo Paris », le 4; « L'occupation prussienne », le 5; « La Garde Nationale de Paris », le 6; « Ceignez vos écharpes », le 7; « La grève des loyers », le 8 (on sait l'importance de la question des loyers dans l'étude des causes déterminantes de la Commune); « Le Drapeau rouge », le 9. Je ne donne aucun extrait des premiers pour avoir la liberté de citer celui-ci plus longuement; il prend la défense du Drapeau rouge qui « a flotté depuis 4 mois au sommet de Lyon, sur les hauteurs de la Croix-Rousse ! »

« Pauvre Drapeau rouge, grand calomnié ! On en a fait l'étendard des meurtriers parce qu'il a la couleur du sang ! mais ce sang, c'est celui du Peuple, le sang du martyr, et non le sang du bourreau. Il n'a que cela à donner, ce Peuple. C'est son or et c'est sa pourpre : il a ouvert ses veines, voilà tout, il en a inondé sa bannière ».

Et ces autres lignes ne méritent-elles pas, elles aussi, d'être rappelées contre la volonté de ceux qui nous cachent le vrai Jules Vallès et de rester, elles aussi, gravées dans nos cœurs et nos mémoires — surtout au lendemain du jour où un chiffon rouge a flotté à une corniche de la Cité Jeanne d'Arc :

Ce chiffon, cette loque ! mais la Révolution se soucie bien de ce morceau de chiffon ou de laine qui s'éguenille dans le brouillard !

Elle salue ce drapeau parce qu'il a, quoi qu'on en dise, un passé glorieux, et qu'enfin, chaque fois que le Peuple se leva

Deux étapes de la trahison petite-bourgeoise

LE CONGRES RADICAL DE CLERMONT-FERRAND

Le congrès de Clermont-Ferrand a consacré une fois de plus l'intégration du vieux parti républicain, ci-devant jacobin, dans la coalition réactionnaire qu'on appelle bloc-national. C'est le troisième reniement du Saint Pierre radical depuis la fin de la guerre, mais cette fois dans les circonstances particulièrement honteuses et aggravantes d'une capitulation devant l'émeute organisée par les factieux de droite.

Les « fermes défenseurs de la République » ont donné la mesure de leur dignité et de leur sérieux : tandis qu'une presse déchainée divisait les élus radicaux en deux catégories : les assassins et les voleurs, le grotesque Herriot a été littéralement rentré à coups de bottes dans le ministère d'union nationale par les manifestants qui voulaient lui faire un mauvais parti place de la Concorde. Et c'est lui-même qui, dans un accès de franchise, a comparé sa situation à celle d'un prisonnier qui retrouve sa geôle après une période de liberté provisoire.

Le parti radical, que ses principes auraient dû placer à la pointe du combat pour la défense des institutions républicaines, a consenti les décrets-lois, laissé bafouer le Parlement et le Suffrage Universel et en quelque sorte avoué leur mal-faisance. Bien mieux, dans le pseudo procès de moralité instruit contre lui par les grands corrompus de la droite et la presse vénale, au lieu d'arracher le masque d'hypocrisie qui couvrait ses adversaires, il a plaidé coupable en procédant d'une façon honteuse à la ridicule cérémonie de l'épuration.

Le débat de moralité aurait pu être élevé et situé sur son véritable terrain à Clermont-Ferrand si l'on en avait fait une question de principe, s'il avait abouti à une condamnation sans réserves de la scandaleuse collusion entre les politiciens et les affairistes, si l'immoralité politique avait été flétrie aussi bien que l'immoralité vénale. C'est ainsi qu'aurait procédé le véritable jacobin, si l'espèce en existait encore. Mais le débat

a été ratatiné à une question de personnes et d'opportunité. On a sacrifié quelques boucs émissaires particulièrement compromettants pour des raisons inspirées du plus bas électoralisme et où la moralité n'avait rien à voir. L'absolution accordée à Hulin, démarcheur de Talbot, et à Malvy, avocat sans plaidoiries de la Compagnie des Wagons-Lits, a montré que le congrès admettait implicitement que seule mérite sanction la corruption malchanceuse et trop voyante. Sur l'intervention personnelle d'Herriot, on a excusé la cynique immoralité du protecteur « républicain » d'un préfet de police aux ordres des gens du roy. Et contre le paysan des bords de la Seine-Inférieure qui s'étonnait qu'on puisse instruire un procès de moralité dans un parti qui autorise la collaboration de son grand chef avec les personnages les plus notoirement tarés de la réaction, le maire malade de Lyon n'a pu user que des ressources de son prestige personnel jointes à la défaillance physique.

Et, à ce propos, y a-t-il vraiment lieu de s'étonner de l'impuissance du parti radical à défendre « la démocratie » lorsqu'on constate le genre de démocratie qui règne dans ses congrès. On sait qu'il n'a été procédé à aucune vérification de mandats, qu'au moins 400 personnes non déléguées et de provenance douteuse faisaient la clique, qu'il n'y a eu aucun vote par mandats, mais seulement des votes emportés à l'esbrouffe. La démocratie des congrès radicaux est une démocratie de caractère purement plébiscitaire fondée sur le prestige personnel et l'éloquence des chefs qui, à force de duper les autres, finissent par se duper eux-mêmes sur leur « sincérité ».

Les résolutions votées par des militants sont des blancs-seings qui investissent les dirigeants d'une confiance aveugle et laissent libre cours à l'arbitraire de leur politique personnelle. Les militants eux-mêmes ne sont, le plus souvent, que des comitards électoraux, plus préoccupés des roueries de la petite politique du chef-lieu d'arrondissement que des grands problèmes qui se posent réellement à l'échelle nationale. Plus ou moins pôt-de-viniers

eux-mêmes, tout en se grisant de grands mois, ils excusent facilement les petites saloperies et finissent par admettre les grandes, en raison du recul.

Le congrès radical est une image en miniature de toutes les tares de la démocratie bourgeoise. La perte d'indépendance que vient de sanctionner le congrès radical est liée à la perte d'indépendance des classes moyennes de province qui constituent sa principale base sociale. Après l'indépendance économique des classes moyennes, leur indépendance politique tombe à son tour. Le parti radical ne peut plus faire une politique autonome comme celle qu'il a faite avant la guerre aux temps glorieux de Pelletan et du petit père Combes. Et cette fois les voies de la politique cartelliste, des alliances temporaires avec le prolétariat réformiste lui semblent bien fermées.

L'esprit radical au sens ancien du mot, l'esprit jacobin, subsiste cependant encore chez l'électeur, chez le démocrate rouge de province. L'élection triomphale de Bergery au Comité central de la vieille Ligue des Droits de l'Homme, la popularité immeritée de Frot en témoignent. Cudenet tente de le faire revivre en Seine-et-Oise. Mais cet esprit déserte le parti radical lui-même. Il n'y trouve plus que de faibles échos assourdis par les déclamations des parvenus politiques passés de la province à la Capitale, qui s'ils veulent encore s'en servir, ont renoncé à tout jamais à le servir. Le radical-socialisme a tendance à se séparer du radical-capitalisme. La vieille tradition démocratique qu'il représente ne doit pas être méprisée et confondue avec le parti qui usurpe son nom. Elle sera une force d'appoint essentielle dans la grande bataille finale contre le fascisme, c'est-à-dire contre la restauration de l'Etat et du patronat de droit divin, pour la véritable démocratie des travailleurs.

II. LE CONGRES NEO-SOCIALISTE DE LA MUTUALITE

L'étrange parti socialiste de France qui prétend à la fois renouer la tradition de Jean Jaurès et incarner un nouveau so-

ciété », le « Bouche de fer », la « Caricature » est et demeure suspendue.

Art. 2. — La publication de tous nouveaux journaux et écrits périodiques, traitant de matières politiques ou d'économie sociale, est interdite jusqu'à la levée de l'état de siège par l'Assemblée Nationale.

Mais Vallès a plus d'un tour dans son sac; il reprend le titre d'un ancien journal et, le dimanche 19 mars, paraît « Le Drapeau », deuxième année, N° 25 (administration et rédaction : 9, rue d'Aboukir; vente : 13, rue du Croissant; gérant responsable : H. Rollet); ce numéro contient une déclaration de Vallès signée du 18 mars et annonce sa collaboration quotidienne, quoi qu'il soit parti pour Bruxelles; il semblerait donc que Vallès n'était pas à Paris le 18 mars, fameuse et première journée de la Commune, où « la nouvelle Révolution pacifique et fière s'accomplit », mais peut-être s'agit-il là d'une fausse nouvelle destinée à égarer la police ?

GASTON FERDIERE.

Nota. — Je ne cite pas l'Insurgé dont nos camarades relèvent avec fruit le chapitre XXIII qui se rapporte aux mêmes événements.

pour le Droit et alla mourir aux barricades, ces héros choisirent ce lambeau rouge pour suaire. Il faut avoir la mémoire de ces choses et se découvrir devant ces souvenirs ! ne pas les laisser oublier par des hommes ou devant des hommes dont les pères ont peut-être été les soldats de ces révoltes, à Transnonain ou à la Guillotière ! »

Nouvel article de Vallès, le 10 mars : « La mise en accusation ». Pas d'article le 11, mais une courte note : le rédacteur en chef a passé sa journée sur les bancs du Conseil de guerre, comme accusé du 31 octobre. C'est à ce moment, en effet, que se place le procès des blanquistes, et non plusieurs mois auparavant, comme le croit Alexandre Zévaès. Le 12, le journal indique la condamnation de Vallès : six mois d'emprisonnement. Ce même jour, à 5 heures du soir (cf. le compte rendu de Bellenger dans le numéro du 21) le commissaire de police apporte au « Cri du Peuple » l'arrêté de suppression de Vinoy. « général en chef de l'Armée de Paris, exerçant pendant l'état de siège, en vertu des articles..., les pouvoirs nécessaires au maintien de l'ordre et de la police ».

Article premier. — La publication des journaux, le « Mot d'ordre », le « Cri du Peuple », le « Vengeur », le « Père Du-

cialisme adapté aux nécessités de notre époque, ne fait qu'allier à la décrépitude sénile du réformisme parlementaire et électoraliste le plus dégénéré les velléités fascistes de quelques « jeunes » arrivistes aux dents longues et aux idées courtes qu'empêchent de dormir les lauriers de Mussolini et d'Hitler.

Constitué soi-disant pour mettre fin aux équivoques de la politique S.F.I.O., il n'a réussi jusqu'ici à opposer au fameux soutien à l'éclipse des gouvernements bourgeois de gauche tant reproché à Léon Blum, que la combinaison encore plus monstrueuse de la participation ministérielle à un gouvernement d'union nationale avec le même soutien à l'éclipse. Il est incapable de définir une position politique dictatoriale ou démocratique, nationaliste ou internationaliste, anti-marxiste ou anti-capitaliste. Il ne sait pas s'il est pour ou s'il est contre le ministère Doumergue et toute la subtilité de son principal théoricien s'épuise à distinguer le ministère de trêve qu'il approuve du ministère d'union nationale qu'il condamne !

Le deuxième congrès national du nouveau parti peut se résumer dans l'exclamation finale de Renaudel qui a servi de conclusion : « Après cela, on peut se demander où nous allons ? »

La vieille équipe ultra-réformiste qui a cherché à se reconstituer sous le signe de Jaurès reproduit à l'égard du gouvernement Doumergue l'attitude de la social-démocratie allemande à l'égard de Brüning. Pour ces tristes réformistes à rebours, Doumergue c'est le moindre mal et la fonction de Marquet dans le ministère de trêve consiste à sauver les meubles, pour autant qu'on peut encore en sauver quelques-uns. Leur politique de soutien à l'éclipse s'explique par la crainte conjuguée de l'électeur provincial et de l'émeute parisienne dont Déat agite habilement le spectre devant leurs yeux.

La conception que le bellâtre Marquet a de son rôle personnel est exactement inverse. Sa gloire est d'être l'homme nouveau auquel le 6 février a permis d'escalader quelques-unes des marches du pouvoir en attendant mieux, exercer vraiment l'autorité, faire régner l'ordre et incarner la nation. Tandis que le vieux Renaudel en est resté à un idéal politique qui ne dépasse pas le bloc électoral des gauches et que la seule distinction politique qu'il connaisse est celle de la droite et de la gauche parlementaire, l'infatué dentiste voit plus haut et plus loin. Il est de ceux pour qui la droite et la gauche ne présentent plus aucun sens, même parlementaire et encore moins social. Les conditions du rassemblement qu'il définit sont celles du rassemblement anti-marxiste, anti-communiste et anti-socialiste pour lequel il n'hésitera pas à faire appel à tous les concours. On peut facilement l'en croire.

Ces vues absolument divergentes dans leur principe, mais qui aboutissent pratiquement au même résultat, se sont heurtées au Congrès sans empêcher le vote d'une sorte de négre vert qui a servi de motion d'unanimité. Ce dont on a pu se rendre compte c'est que le poids spécifique de la tendance archéo-réformiste a fortement diminué dans le nouveau parti au profit de la tendance néo-fasciste.

L'infortuné Renaudel s'est montré à peu près dans la situation d'une poutre à qui on aurait donné à couvrir un œuf de cane et qui regarderait avec effroi son

étrange progéniture barboter dans un milieu inconnu. Le pauvre homme entend railler autour de lui la « démocrassouille », il voit de petits jeunes gens en chemises grises qui n'ont plus rien de commun avec « les citoyens » auxquels il est accoutumé, traiter dédaigneusement de « libertés mineures » les droits de la fameuse déclaration. Son attitude, puisqu'il commence à comprendre, le genre de marchandise à laquelle on lui fait servir de caution, n'en est pas moins indigne et scandaleuse.

Entre les deux, Déat rêve et élabore le grand rassemblement qui unira les anciens combattants à la G.G.T. par-dessus les cadres des vieux partis. S'il n'est peut-être pas aussi consciemment passé de l'autre côté de la barricade que Marquet, ses conceptions n'en sont pas moins absolument pré-fascistes. Il est bon de se souvenir que c'est en tentant un premier rassemblement que Mussolini a commencé ses exploits. Il faut se rappeler aussi l'évolution d'Oswald Mosley en Angleterre, parti d'un soi-disant mépris de la passivité des vieilles équipes travaillistes, pour aboutir au fascisme le plus franc. Déat pense déjà en dehors du Parlement et il y a belle lurette que ce « discoureur » du rôle historique des classes moyennes ne pense plus prolétariat.

L'attitude des bonzes réformistes de la C.G.T. à l'égard du parti néo-socialiste demanderait à être mieux connue, surtout pour l'édification des adhérents de la base.

La Palisse au pays des merveilles

Ces jours-ci, j'ai été faire un tour au lieu où, pour la somme modique de cent sous, on peut admirer une collection de meubles faits par des peintres et de peintures faites par des couturiers, à l'endroit, où l'on ne pose sur des sièges que le regard, quitte à s'asseoir sur le bon sens ; je veux parler du port d'attache de mille gentils brimborions, créés tous les ans par les esprits ingénieux dans ce but hautement utilitaire qui est de permettre à Madame Jenesustaspas'importe qui de faire verdier ses petites amies en disant : « Ceci, chère, je l'ai acquis au Salon des Artistes Décorateurs. »

Depuis le temps qu'ensembliers et décorateurs s'efforcent, avec un bel esprit de suite, à faire chaque année tout autre chose que l'année d'avant, ils ont fini par avoir fait de tout, même du simple. Alors, il ne leur reste plus qu'à recommencer le tour, tantôt en inventant une nouvelle façon de ne rien entendre à l'art nègre, tantôt en interprétant l'esprit dans lequel on imitait sous Louis-Philippe la façon dont sous le Directoire on s'y prenait pour pasticher l'antiquité.

Hélas, rien n'est plus monotone qu'un certain genre de variété...

A parler de monotonie je m'aperçois qu'il est temps d'égarer ce compte-rendu par quelques compliments :

L'exposition comprend des dessins publicitaires très intéressants, en particulier une affiche de Delbeau pour la bière Graff qui est une véritable réussite, la mieux peut-

être est sans doute plus complète qu'on se l'imagine.

D'une part, la haine inexpiable qu'ils nourrissent à l'égard des unitaires leur fait considérer sans la moindre sympathie la recherche de l'Unité d'Action dans laquelle se sont engagés les socialistes S. F. I. O., surtout dans la Seine. Ils ne l'ont pas envoyé dire dans un article récent du « Peuple ». Les néo-socialistes en bénéficient par contre-coup. Sur le refus d'accepter les néos, l'Union des Syndicats confédérés de la Seine a refusé d'entrer dans le centre de liaison des forces anti-fascistes de la Seine, constitué sous l'égide de la S.F.I.O. Par ailleurs, Jouhaux est probablement un réformiste de l'espèce renaudelienne plutôt qu'un fasciste du style marquetiste. Le bonhomme se défie des aventuriers et il vient d'envoyer promener poliment mais fermement l'imprudent Déat. Il n'en est pas moins possible que certains, à la direction de la C.G.T., rêvent d'une entente avec les « novateurs » politiques du genre de celle qui avait été traitée en Allemagne par Leipart et consorts, aux beaux temps de von Schleicher et de la semi-dissidence de Grégor Strasser.

Toute cette évolution demande à être sérieusement surveillée et, dans l'intérêt des travailleurs, demande à être dévoilée au plus tôt car on sait par expérience où elle mène. Que Jouhaux lui-même songe au sort final de Leipart !

A. PATRI.

être que j'aie vu depuis celle de Cassandre pour l'Etoile du Nord.

Parmi les ensembliers, il s'est trouvé un original, M. René Gabriel pour exposer un ameublement pratique et bon marché (une salle à manger pour 1.500 fr.). Par leur prix leurs dimensions et leur matériau, comme par leur forme modeste mais plaisante, ses meubles sont à l'échelle de la petite habitation, à qui appartient l'avenir.

Dans l'ensemble de l'exposition, l'offensive du genre vermicelle paraît faiblir au profit de formes moins fatigantes pour la vue. Citons à cette occasion les ensembles de Lelou et, particulièrement ses chaises fort gracieuses...

Je m'excuse de ne pas citer d'autres noms. Je ne m'en rappelle plus : on finit par confondre le monsieur qui montre cette année un bahut-puzzle en écaillé avec celui qui exposa, il y a deux ans, des chaises en verre, où celui qui nous gratifia l'an prochain d'un pèse-billes en duvet de hareng-saur vulcanisé.

La note Extrême-Orient n'a pas manqué au concert, avec le stand des artistes Indo-Chinois, très dernier cri d'avant-guerre, et la salle nipponne où j'ai eu la mauvaise joie de constater que le pays de Hokusai ne cède en rien aux Puissances Européennes pour ce qui est la pacotille de grand magasin.

J'ai beaucoup apprécié, à la sortie, les marronniers des Champs-Élysées ; avec la certitude apaisante de les retrouver, eux, tout pareils l'année prochaine

Léon GAILLARD.

Les duperies du « plan » Marquet

I. — L'EMPRUNT FORCE

Le projet que Marquet a fait adopter par ses collègues radicaux et réactionnaires du ministère Doumergue repose, comme on le sait, sur la mobilisation des caisses d'Assurances sociales en vue du financement d'un plan de travaux publics.

La première question qui se pose est celle de savoir quelle est la signification de cet appel aux caisses d'Assurances Sociales, en quoi réside la principale originalité de ce qu'on appelle pompeusement le « plan Marquet », aussi bien dans la presse néo-socialiste que dans la grande presse bourgeoise.

A l'usage des assurés sociaux, les apologistes du « plan » font remarquer que l'opération envisagée n'a rien que de régulier. Les caisses d'Assurances sociales se divisent en deux catégories : caisse de capitalisation (caisse générale de garantie, assurances vieillesse) et caisse de répartition (assurance maladie, etc.). Les premières doivent nécessairement placer leurs fonds et les secondes sont autorisées à faire de même pour leurs excédents. Le projet ministériel ne modifie rien à leur structure mais se contente d'imposer une certaine direction aux placements à raison de 75 % du capital géré et de fixer en même temps un taux d'intérêt inférieur à celui qui est actuellement pratiqué pour le loyer de l'argent. Les prêts devront être consentis à des collectivités publiques : départements et communes à l'exclusion de l'Etat, lui-même et destiné au financement de travaux d'un caractère essentiellement rentable, c'est-à-dire susceptible de rapporter, de payer. Ils présenteront ainsi la double garantie de sécurité et de fécondité.

Aux déflationnistes du gouvernement et à la presse financière on tient un autre langage. On fait ressortir que le plan s'harmonise parfaitement avec la politique de déflation. Il ne coûtera pas un rouge liard aux finances publiques. Au contraire, il permettra de réaliser des économies sérieuses sur la participation de l'Etat aux travaux publics des communes et des départements et aux fonds de secours pour le chômage. Ne donnant lieu à aucun emprunt nouveau, et n'exercera aucune influence fâcheuse sur le marché des capitaux. La réduction du taux de l'intérêt sera assez faible pour éviter qu'une contrainte même indirecte, soit exercée sur le loyer de l'argent.

Enfin, à l'usage des ouailles du néo-socialisme, on souligne qu'il s'agit d'une brillante opération d'économie dirigée dans le sens de l'anticapitalisme. Puisqu'il n'y aura pas d'emprunt nouveau, il n'y aura pas non plus de courtages pour les banques. Le projet ministériel leur retire une partie du monopole du crédit et entraîne une modification de structure.

C'est en effet, des paradoxes du régime capitaliste, régime absurde mais qui a pourtant ses lois, que la période de crise ou de dépression, pendant laquelle le capitalisme industriel halète après de

nouvelles commandes soit en même temps le moins favorable au lancement d'un emprunt pour le financement d'un plan de grands travaux. C'est au contraire en période de prospérité, lorsque les commandes sont surabondantes, que le capital privé et l'Etat envisagent avec facilité leur participation à un plan d'outillage national, comme on a pu le voir sous Tardieu.

C'est que l'investissement des capitaux par l'Etat et par les particuliers n'est pas déterminé par des raisons de philanthropie à l'égard des entrepreneurs en difficultés et des ouvriers en chômage, mais par des considérations de rentabilité, c'est-à-dire de sécurité et de profit. Il faut que la conjoncture économique soit telle que le prêteur puisse avoir la certitude que son capital lui sera remboursé grossi des intérêts et que l'Etat puisse envisager des plus-values budgétaires pour les rentrées faciles d'impôts. En période de crise ou de dépression, au contraire, la confiance fait défaut au capital privé pour des placements normaux. La cherté de l'argent, le taux très élevé de l'intérêt est l'expression de cette défiance du capital. La garantie des collectivités publiques elle-même, semble insuffisante lorsqu'il s'agit d'un emprunt nouveau. On l'a vu récemment lorsque des bruits d'emprunt nouveau, ont suffi à enrayer à la Bourse le mouvement de hausse des rentes.

Ce n'est pas pourtant que le capital argent soit rare. Il existe toujours, en période de crise, une masse énorme de capital thésaurisé, aussi improductive que l'outillage inoccupé ou la force de travail des chômeurs. Elle est évaluée couramment en France, actuellement, à près de quarante milliards de francs. Seulement le capital se refuse à faire son métier de capital. En mal de défiance, il fait la grève et refuse de se placer.

Le système de Marquet consiste à tourner cette difficulté en mobilisant les fonds des caisses d'Assurances sociales. Le secret de « la confiance » se trouve ainsi résolu en imposant par voie de décret à l'argent des ouvriers accumulé dans les caisses d'Assurances sociales le placement auquel se refuse le capital privé. Le secret de « l'argent à bon marché » se trouve aussi résolu, puisque l'argent des ouvriers, ayant évidemment moins de valeur, devra se placer à un taux d'intérêt moindre que l'argent des capitalistes. Mais comme on ne veut faire aucune peine même légère au capital privé, la différence est calculée de telle façon qu'il ne puisse y voir une concurrence déloyale. La conception du financement de l'économie capitaliste, grâce à l'argent des ouvriers, afin de permettre à ces derniers de toucher des salaires, même lorsque le capital financier fait la grève des placements, est évidemment une idée fort originale et d'un socialisme entièrement nouveau.

C'est bien une mesure « d'économie dirigée ». Mais d'une économie dirigée dans laquelle la restriction à la liberté s'applique exclusivement à la classe ouvrière et non aux capitalistes. En bon

français, cela ne s'appelle pas autrement que l'emprunt forcé.

II. — LE TRAVAIL FORCE

A la C.G.T. et à M. Tout-le-Monde, les apologistes du grand « plan » font remarquer « l'effet de choc » qu'il est susceptible d'exercer sur toute l'économie, en vue de la réduction de la crise et du chômage. En quoi peut bien consister cet effet de choc ?

Le plan envisage un investissement annuel de 1.500 millions qui permettrait de donner du travail à 100.000 chômeurs, au moins. En admettant cette hypothèse, le chômage officiel se trouverait réduit de moins d'un tiers. Les statistiques officielles des chômeurs secourus oscillent en effet de semaine en semaine autour d'un maximum de 350.000, avec une légère tendance à l'amélioration due à des facteurs purement saisonniers. Seulement il est bien connu que le chômage « officiel » ne coïncide nullement avec le chômage réel dont il permet seulement d'envisager la tendance et encore dans d'étroites limites (ainsi pour les chiffres comparés du chômage dans la région parisienne et en province). C'est au moins par cinq qu'il faut multiplier le chômage officiel pour obtenir une estimation du chômage réel. Avec 100.000 nouveaux travailleurs, l'amélioration serait donc inférieure à un quinzième du nombre réel des chômeurs.

Certains diront sans doute que ce sera toujours mieux que rien, mais même en tenant compte de cette modestie de vue que les chômeurs restant seraient en droit de ne pas trouver de leur goût, il est intéressant de rechercher le taux de salaires auquel les 100.000 nouveaux travailleurs pourraient être employés avec les 1.500 millions de Marquet.

Il serait, en effet, absurde de s'imaginer qu'ils vont se trouver intégralement et automatiquement convertis en salaires. Le salaire n'est qu'un élément du prix de revient d'un travail quelconque qui n'est lui-même, à côté des frais généraux et du profit de l'entrepreneur, qu'une partie de la valeur marchande. En évaluant à 40 % la part du salaire dans la valeur marchande des travaux du bâtiment, on donne une estimation maxima qui permet de tenir compte des salaires indirects compris aux autres postes et par suite des effets sur le chômage partiel aussi bien que sur le chômage total.

Les 1.500 millions de travaux correspondent donc au maximum à 600 millions de salaires qui donneront pour 100.000 travailleurs un salaire annuel moyen de 6.000 francs, soit 500 francs par mois. Le taux de salaire ainsi obtenu est voisin du niveau de l'allocation de chômage (420 francs par mois dans la région parisienne pour un chômeur célibataire logé à l'hôtel) et inférieur d'un tiers au salaire moyen normal d'un ouvrier du bâtiment qui est de 9.000 fr. par an.

C'est ce qui amène à se demander si l'effort de choc accompli ne serait pas la baisse généralisée des salaires, but

UNE CONCEPTION RÉACTIONNAIRE DE LA " RÉVOLUTION "

MM. Aron et Dandieu ne sont pas seulement des critiques du marxisme théorique. Ils sont aussi, paraît-il, des révolutionnaires. Seulement, la révolution non marxiste dont ils envisagent la nécessité est bien entendu une révolution « en dehors des classes ». Ils affirment, en effet, que « la question révolutionnaire se pose désormais indépendamment des classes », et c'est aussi indépendamment des classes qu'ils prétendent la résoudre. La question révolutionnaire telle qu'ils l'envisagent se réduit aux résultats du progrès technique et le problème à résoudre est celui du chômage.

Faisant usage d'une terminologie qu'ils croient marxiste, ils découvrent que la loi d'airain du salaire a cessé de jouer depuis que les capitalistes ont substitué à la recherche de la plus-value absolue celle de la plus-value relative. Ce qui, traduit dans un langage plus simple, revient à dire que le salaire a cessé d'être ramené au minimum indispensable à l'ouvrier pour vivre et se reproduire (loi d'airain énoncée par Lassalle) depuis qu'aux longues journées de travail et aux bas salaires (recherche de la plus-value absolue) ont été substitués les effets du progrès technique : l'augmentation de la productivité et de l'intensité du travail (recherche de la plus-value relative).

Le résultat de cette évolution est seulement une diminution du nombre absolu des travailleurs évincés de plus en plus par le machinisme. Le chômage a été ainsi la rançon des journées de travail plus brèves et des salaires plus élevés. Les revendications ouvrières et l'action syndicale ont été, par suite, la cause principale du chômage. Et, à partir du moment où le chômage s'installe, l'action spécifique de la classe ouvrière perd toute espèce de sens et d'efficacité.

On retrouve ainsi, introduite à grand renfort de langage pseudo-marxiste, la conception scélérate de M. Jacques Rueff sur le prétendu rapport entre le chômage et le coût trop élevé de la main-d'œuvre.

Le malheur pour MM. Aron et Dandieu c'est, d'abord, que la loi d'airain du salaire n'a jamais fait partie de la doctrine marxiste, ce qu'ils paraissent ignorer. La formulation vague et démagogique d'une loi d'airain du salaire, qui l'empêcherait de s'élever au-dessus du strict minimum indispensable au travailleur pour vivre et se reproduire est due à Lassalle et elle a été combattue par Marx. Le minimum indispensable ne représente pas, en effet, une limite fixe, mais une donnée variable avec les conditions géographiques et historiques, les traditions, le degré de développement de la lutte de classes et de la productivité du travail. La loi d'airain des salaires n'a jamais pu cesser de jouer à partir d'un moment donné, pour la bonne raison qu'elle n'a jamais existé, pas plus dans la réalité que dans l'esprit de Marx.

Il en est de même de la substitution de la plus-value relative à la plus-value absolue. La distinction établie par Marx entre la plus-value absolue et la plus-value relative est une distinction purement théorique, nécessaire à la marche de l'analyse, mais non une distinction réelle. Tout excédent de la valeur produite par l'ouvrier sur celle que son salaire lui permet de consommer est en effet relatif à un certain degré de développement de la productivité et de l'intensité du travail, à certaines conditions techniques et naturelles. Il n'y a de plus-value que relative et le propre du capitalisme, depuis qu'il existe, est de développer le progrès technique sous la pression de la lutte ouvrière.

Le chômage est-il, en régime capitaliste, la conséquence directe du progrès technique ? C'est ce dont les faits permettent de douter. Le progrès technique entraîne en conséquence une diminution relative du nombre de travailleurs par rapport à la machinerie utilisée. Il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il entraîne une diminution absolue du nombre des travailleurs occupés. En règle générale, le nombre des travailleurs occupés a grandi, au contraire, avec le progrès technique, tant que le capitalisme a été sur sa courbe ascendante.

Le chômage, qui atteint les machines aussi bien que les hommes, est le fait du resserrement des marchés. Le progrès technique n'a sur lui qu'une action indirecte.

Si MM. Aron et Dandieu voulaient analyser ce phénomène du resserrement des marchés, ils verraient que le problème révolutionnaire se pose bien en fonction des classes et d'un système de répartition antagoniste entre la consommation et l'accumulation, mais ils préfèrent le laisser dans l'ombre.

Leur dernier argument, assez pitoyable, consiste à dire que la question révolutionnaire se pose désormais en dehors des classes parce que la crise de déchéance du système atteint aussi bien les capitalistes que les prolétaires, et que la tyrannie n'est plus celle des hommes, mais celle d'un système aveugle et impersonnel qui opprime les uns aussi bien que les autres.

Marx n'a pourtant jamais prétendu que les crises et la misère des travailleurs aient été, à un moment quelconque, le résultat de la méchanceté personnelle des capitalistes et il les a toujours attribués aux lois du système. Il n'a jamais nié non plus qu'un homme honnête intellectuellement et moralement pût devenir révolutionnaire, tout en sortant de la classe bourgeoise, mais, bien entendu, à condition de rompre avec elle et de se ranger aux côtés des exploités.

Le pitoyable sophisme de MM. Aron et Dandieu consiste à prétendre qu'on pût supprimer le système capitaliste en conservant la différence des classes, comme si le problème était purement d'ordre technique et non d'ordre social.

C'est ainsi qu'ils envisagent une révolution respectueuse de l'existence des clans, de la propriété privée des moyens de production et des poteaux frontières.

La révolution consistera d'abord à instituer la corporation professionnelle décentralisée, sur la base de la région et dotée de son organe de crédit autonome. En d'autres termes, son premier acte sera de supprimer l'organisation indépendante de la classe ouvrière : le syndicat, pour y substituer un organisme mixte où la prépondérance appartiendra nécessairement au patronat, disposant des moyens de production et des connaissances techniques.

Nous passons sur l'utopie de l'organisme de crédit autonome et sur la conception barbare et régressive d'une branche de la production réduite aux seules ressources de sa propre accumulation, quelle que soit son importance dans le système de l'économie sociale.

En second lieu, et c'est ici la grande trouvaille, on instituera le service civil de travail obligatoire, qui répartira le travail non qualifié sur l'ensemble de la population valide. De cette façon, la condition prolétarienne sera abolie sans que la différence entre les propriétaires de moyens de production et les propriétaires de leur seule force de travail ait cessé d'exister ! Sous prétexte de lutter contre le chômage, constituer une armée du travail dans le cadre des institutions capitalistes ! On sait qui s'est moqué de la classe ouvrière de cette façon.

Le service civil de travail, qui prend toute sa signification dans une société socialiste sans classes, ne peut être, tant qu'existent les classes, qu'une arme contre les travailleurs aux mains des employeurs. En tant que remède actuel au chômage et opposé à la revendication ouvrière de la semaine de quarante heures sans diminution de salaires, il prend le caractère d'une plaisanterie assez sinistre.

Malgré cette brillante synthèse du corporatisme mussolinien avec le service civil hitlérien, nos deux « révolutionnaires » se défendent d'être fascistes. Leur alibi, c'est leur conception fédéraliste de la société opposée au centralisme étatique.

Il suffit de constater que ce fédéralisme représente l'apport de la doctrine de l'« Action Française » dans cette synthèse « révolutionnaire » pour être édifié. Et il suffit aussi de réfléchir un peu pour comprendre que la décentralisation fédéraliste présentée comme une revendication de caractère libérateur, ou même libertaire, est une duperie. La décentralisation, c'est-à-dire le rattachement de chaque individu à des groupes étroits et limités qui rétrécissent son horizon et qui accroissent sa dépendance, est le plus beau système d'oppression que l'on puisse rêver. Elle a nécessairement comme conséquence l'existence d'un pouvoir coordinateur incontrôlé (c'est ce que représente le roi pour l'A. F.).

En ce sens, la décentralisation n'est pas une arme de la société, mais au contraire une arme de l'Etat contre la société. Elle est la meilleure garantie que l'on puisse souhaiter du maintien d'un pouvoir de l'Etat extérieur à la société.

Nous voyons maintenant quelle est « la révolution » que MM. Aron et Dandieu ont jugée nécessaire. Et il apparaît clairement que, n'étant pas la révolution de la classe ouvrière pour l'expropriation des expropriateurs, elle n'est rien d'autre que la « révolution » des possédants pour anéantir les réformes et les libertés conquises par la classe ouvrière, c'est-à-dire le fascisme.

A. PATRI.